

AFRIQUE DU SUD
**Un sommet des
Brics pour peser
sur la scène
mondiale**

P 16

AAPI

Vers le lancement de la «Bourse de partenariat»

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'apprête à lancer la "Bourse de partenariat" via sa plateforme numérique pour faciliter les contacts entre les investisseurs algériens et étrangers et leur permettre de réaliser des projets conjoints.

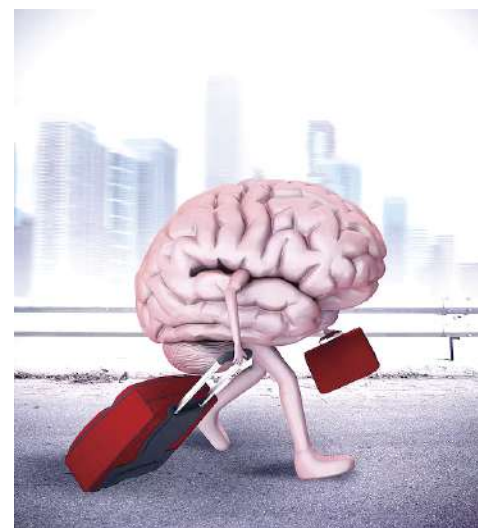
P 3

● **3 120 projets d'investissement enregistrés**



FUITES DES TALENTS
NUMÉRIQUES ALGÉRIENS

**Nécessité de prendre
des mesures
urgentes**



Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (CARE) a consacré une publication à la fuite des talents numériques algériens vers l'étranger. La nouvelle publication mise en ligne ce samedi 19 août 2023 et signée par Slim Othmani, est intitulée : « Urgence Nationale ! La Fuite des Talents Numériques Menace notre Développement ».

P 2

FISCALITÉ ENVIRONNEMENTALE

**Mise en place d'un
système d'information**

Une étape majeure vers la modernisation des pratiques fiscales en faveur de l'environnement vient d'être franchie par le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables. Un véritable tournant vers la numérisation a été amorcé avec la mise en place d'un Système d'Information pour la Fiscalité Environnementale (SIFE).

P 4

UNION EUROPÉENNE

**Les défaillances
d'entreprises toujours à
un niveau record**

C'est un nouveau signe, s'il en fallait, d'un contexte économique qui se dégrade en Europe. Les défaillances d'entreprises dans l'Union européenne ont de nouveau atteint un niveau record au deuxième trimestre 2023, a rapporté jeudi dernier Eurostat.

P 7

COMMERCE

**Le ministre compte
renforcer le contrôle
sur le sucre**

P3

UNE RÉUNION DE TRAVAIL A ÉTÉ
TENUE HIER À ALGER

**La participation de l'Algérie à
«Expo Doha 2023» au menu**

P4

AÉROPORTS D'ALGER ET D'ORAN

**Une tentative de trafic
illicite de plus de 245.000
euros déjouée**

P16

ORAN/COMMERCE

Ouverture de 19 points fixes de vente de légumes secs

Pas moins de 19 points fixes et un nombre de points mobiles de vente de légumes secs à des prix raisonnables aux citoyens, ont été ouverts à travers les wilayas relevant de la direction régionale du commerce d'Oran, a-t-on appris samedi du directeur régional du secteur, Djillali Sebouaai. Dans une déclaration, M Sebouaai a indiqué que les coopératives de céréales et légumes secs (CCLS) des wilayas d'Oran, de Tlemcen, d'Ain Témouchent, de Sidi Bel-Abbès et de Mostaganem ont procédé avec les directions des services agricoles (DSA) et du commerce et de promotion des exportations, à l'ouverture de 19 points fixes et autres mobiles de vente de pois chiche, d'haricots de lentilles et du riz aux citoyens à des prix raisonnables et fixes au préalable soit pour la vente de gros ou de détail. Dans ce cadre, sept points de vente de ces produits de consommation ont été ouverts dans la wilaya de Sidi Bel-Abbès, 5 à Mostaganem, trois dans la wilaya d'Oran et trois autres à Ain Témouchent et un point ce samedi dans la wilaya de Tlemcen, a-t-il fait savoir. Par ailleurs, les CCLS ont lancé la création de points de vente mobiles des légumineuses à travers plusieurs communes. La CCLS de la wilaya d'Oran a consacré deux camions comme points de vente mobiles sillonnant plusieurs communes quotidiennement sauf le vendredi, soit une moyenne de deux sites par jour. Dans la première phase, sont programmées les communes d'Oran, de Misserghine, d'Ain Tuck, d'El Kerma, d'Es-Sénia et Bir El Djir, en attendant d'autres communes prochainement.

MINISTÈRE DE L'EDUCATION NATIONALE

Les listes des fournitures scolaires dévoilées

Le ministère de l'Education nationale a rendu publiques les listes des fournitures scolaires, pour tous les niveaux des trois paliers (primaire, moyen et secondaires). La démarche vise à épargner, aux parents, les bousculades dans les librairies le jour de la rentrée scolaire, en leur permettant d'acheter au fur et à mesure et à l'avance les articles dont auront besoin leurs enfants scolarisés. Par ailleurs, la tutelle, comme elle le précise dans un communiqué de presse, uniformise les listes en fonction des programmes pédagogiques homologués, en prenant en compte le paramètre financier des familles. Le ministère explique qu'il est important de rationaliser l'utilisation des fournitures scolaires, notamment les cahiers dont une grande partie des pages reste vierges à la fin de l'année scolaire.

FUITES DES TALENTS NUMÉRIQUES ALGÉRIENS

Nécessité de prendre des mesures urgentes

Le Cercle d'action et de réflexion pour l'entreprise (CARE) a consacré une publication à la fuite des talents numériques algériens vers l'étranger. La nouvelle publication mise en ligne ce samedi 19 août 2023 et signée par Slim Othmani, est intitulée : «Urgence Nationale ! La Fuite des Talents Numériques Menace notre Développement ».

Synthèse S.T.

Dans sa publication, CARE sonne l'alarme quant à la fuite croissante des talents numériques du pays vers l'étranger. Cette situation préoccupante met en danger le développement économique et technologique de l'Algérie. La publication met en lumière l'urgence d'une action nationale concertée pour endiguer ce phénomène et pour garantir que le pays puisse bénéficier pleinement des opportunités offertes par l'économie numérique. La même publication souligne qu'au fil des années, de plus en plus de professionnels du numérique algériens choisissent de quitter le pays pour rechercher des opportunités à l'étranger. Cette fuite des cerveaux prive l'Algérie de compétences précieuses qui sont essentielles pour le développement de l'industrie numérique, de l'innovation et de la compétitivité économique. Le phénomène est particulièrement alarmant étant donné que le numérique joue un rôle de plus en plus crucial dans les économies mondiales et que les pays développés, tels que l'Allemagne et la France, font face à une pénurie croissante de talents numériques. L'analyse met en évidence la nécessité pour l'Algérie de prendre des mesures immé-



diates pour inverser cette tendance. Parmi les recommandations clés figurent la mise en place de partenariats stratégiques avec des pays qui disposent d'une expertise numérique, la mise en œuvre d'un vaste programme de formation et de développement des compétences numériques sur le sol algérien, ainsi que la promotion de l'innovation et de l'entrepreneuriat dans le domaine du numérique.

La publication du CARE souligne également l'importance de la collaboration avec des pays européens renommés dans le domaine de la formation numérique. Une telle coopération pourrait renforcer les compétences des professionnels algériens, stimuler l'économie locale et accroître la reconnaissance internationale de l'Algérie en tant qu'acteur majeur dans le domaine du numérique. Cependant, la même source met également en garde contre certains défis potentiels, tels que la fuite continue des talents, la dépendance technologique vis-à-vis d'autres pays et les conflits culturels. Pour surmonter ces défis, la publication préconise une approche équilibrée qui prend en compte les avantages et les inconvénients d'une collaboration étroite avec des pays étrangers. En conclusion, le rapport de CARE met en évidence la nécessité pour l'Algérie d'agir rapidement et de manière proactive pour endiguer la fuite des talents numériques. Le pays doit investir dans la formation, la recherche et l'innovation pour créer un écosystème numérique solide et compétitif. En agissant dès maintenant, l'Algérie peut espérer attirer et retenir les talents locaux tout en bénéficiant des opportunités offertes par la révolution numérique.

7E FORUM DES PAYS EXPORTATEURS DE GAZ (GECF) D'ALGER

Le Président Tebboune invite son homologue irakien

Le président de la République Abdelmadjid Tebboune a adressé un message écrit à son homologue irakien, Abdellatif Rachid. Le message a été transmis par le nouvel Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de

la République d'Irak, Jihad Eddine Belkas, indique un communiqué des services de la Présidence irakienne. Le message contient une invitation au Président Rachid à participer aux travaux du 7e Forum des pays exportateurs de gaz (GECF) qui se tiendra au mois de mars 2024 à Alger, révèle la

même source. De son côté, le Président irakien a chargé le diplomate algérien de « transmettre ses salutations à son frère le Président Tebboune » tout en le « remerciant pour son aimable invitation » ajoute le communiqué des services de la Présidence irakienne. A l'occasion, le Président Abdel-

latif Rachid a mis en avant « la volonté de l'Irak de renforcer les relations bilatérales et d'élargir les horizons d'une coopération constructive entre les deux pays d'une manière qui sert les intérêts communs et contribue à la consolidation de la sécurité et de la stabilité dans la région ».

Agence

Ooredoo signe un partenariat avec Tech Mahindra et Google Cloud

Tech Mahindra, l'un des principaux fournisseurs de services et de solutions de transformation numérique, de conseil et de réingénierie commerciale, a annoncé avoir été sélectionné par le groupe Ooredoo comme partenaire de mise en œuvre de la transformation numérique de l'entreprise, qui sera alimentée par les technologies Google Cloud.

Les opérations informatiques d'Ooredoo seront modernisées en mettant en œuvre une approche basée sur une plateforme numérique qui améliore les performances et génère de la valeur au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Asie du Sud. La plate-forme de gestion des API de Google Cloud, Apigee, aidera Ooredoo à accélérer sa

transformation numérique et à améliorer l'expérience client, et Tech Mahindra aidera à mener à bien le projet dans toutes les sociétés d'exploitation (OpCos) d'Ooredoo. Grâce à ce partenariat, Ooredoo Group tirera parti d'Apigee pour stimuler l'innovation et diversifier les sources de revenus au-delà des offres traditionnelles.

Quotidien economique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la
SARL
Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant
Belmihoub
Abdelaziz

Directeur de
publication
Radji Zahir

Siège social
30, Rue Mehdi Ibn Toumert Bologhine
Ibn Ziri Alger
Siège de la rédaction
03,Rue Ali Boumendjel
Square Port Said , Casbah
email: lesenjeuxeco@gmail.com
ccb : BDL 005
00170000003889 09

Impression
Centre : SIA

Distribution
Centre:
les enjeux Eco

PUBLICITÉ

Pour toute publicité, s'adresser à l'Agence Nationale de Communication d'Edition et de Publicité «ANEP» ALGER:
PUBLICITÉ 1, avenue Pasteur
email: agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
Tél. : (021) 71.16.64 - 73.71.28
Fax : (021) 73.95.59
(021) 73.99.19

AAP

Vers le lancement de la «Bourse de partenariat»

L'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) s'apprête à lancer la "Bourse de partenariat" via sa plateforme numérique pour faciliter les contacts entre les investisseurs algériens et étrangers et leur permettre de réaliser des projets conjoints.

Par Slimane T

L'annonce a été faite, hier dimanche, par le directeur général (DG) de l'Agence, Omar Rekkache. Il a précisé que ce projet ambitieux se veut un mécanisme permettant aux investisseurs locaux et étrangers de manifester leur intérêt pour des projets de partenariat. Dans une déclaration à l'APS, le DG de l'AAPI sera le trait d'union entre les deux parties pour faciliter la concrétisation des projets convenus. En effet, cette bourse aura pour effet de créer une dynamique dans le domaine de l'investissement, car elle facilitera les contacts entre les investisseurs, explique-t-il.

Le même responsable a affirmé que l'Agence fera la promotion des expériences d'investissement concluantes dans le cadre de la «Bourse de partenariat». Questionné sur la date du lancement de ce nouveau service, le DG de l'Agence a expliqué que ça interviendra après la promulgation de la loi fixant les conditions et modalités d'octroi du foncier économique relevant du domaine privé de l'Etat et destiné à la réalisation de projets d'investissement.

Et d'ajouter que les efforts de développement de la plateforme numérique se poursuivaient pour inclure tous les services liés à l'investissement.

Outre le lancement de la «Bourse de partenariat», un service permettant de consulter les offres de foncier économique et de soumettre des demandes via la plateforme de l'Agence sera également ouvert, après la promulgation de la loi sur le foncier économique.

Grâce aux améliorations qui seront apportées à la plateforme numérique et à l'échange d'informations avec les services des Douanes et de la Direction générale des impôts (DGI), «l'AAPI pourra à l'avenir identifier, en temps réel, les projets qui commencent à bénéficier des



avantages, ainsi que leur taux d'avancement et le nombre réel d'emplois créés», selon le responsable.

Pa ailleurs, M. Rekkache a rappelé que le protocole signé entre l'AAPI et la DGI, juin dernier, avait facilité l'échange d'informations entre les deux parties au titre du contrôle des avantages fiscaux, ajoutant que «les contacts sont en cours avec les services douaniers en vue d'activer l'interopérabilité des systèmes d'information, de même pour le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale».

Le rôle de la diplomatie économique mis en avant

Par ailleurs, M. Rekkache a mis en avant le rôle de la diplomatie économique, qui a drainé beaucoup d'investissements étrangers en Algérie. «Les ambassades

algériennes ont multiplié les démarches en vue de faire connaître les opportunités d'investissement en Algérie ainsi que les avantages offerts par le nouveau Code de l'investissement», a-t-il soutenu.

Saluant le rôle des Algériens de la diaspora en faveur de l'investissement en Algérie, notamment en établissant des projets de partenariat avec des étrangers ou en proposant des investisseurs étrangers à l'Agence, M.Rekkache a fait savoir que la moyenne des projets d'investissement enregistrés auprès de l'Agence devrait atteindre 1000 projets/mois après la promulgation de la loi relative au foncier économique, contre 350 projets actuellement. «Plusieurs grandes compagnies ont manifesté leur intérêt pour l'investissement en Algérie et attendent l'entrée en vigueur de la loi relative au foncier économique», a-t-il dit.

COMMERCE

Le ministre compte renforcer le contrôle sur le sucre

Le ministre du commerce et de la promotion des exportations Tayeb Zitouni qui inspectait l'unité « Label » de production de sucre à Ouled Moussa, dans la wilaya de Boumerdes, a annoncé, hier dimanche, la volonté des autorités de renforcer le contrôle sur le sucre en améliorant le suivi du produit dans tout le processus, à partir de sa fabrication jusqu'au consommateur final.

« Nous comptons renforcer la traçabilité sur le sucre en assurant un meilleur contrôle et suivi depuis sa sortie de l'usine de production jusqu'à sa transformation, qu'elle soit dans les usines de fabrication de boissons gazeuses, de pâtisseries ou chez les artisans », a affirmé Zitouni.

Le ministre a précisé que « le suivi se fera de manière informatisée pour assurer la traçabilité de chaque Kilo qui va vers l'industrie et chaque kilo qui va vers la consommation domestique ».

Zitouni a mis notamment l'accent sur le contrôle du sucre industriel, un créneau, a-t-il signifié, où il y a encore un peu de floue. Le ministre a affirmé, néanmoins, que le suivi sera « généralisé à toutes les unités de fabrication ». Expliquant les raisons du renforcement du contrôle sur le sucre, Zitouni a précisé que « nous importons une grande quantité de matières premières. Le ministre de tutelle a rappelé que le prix de ce produit est soutenu par l'Etat et que la matière première est importée. Dans la loi de Finances 2023, le budget alloué à la subvention du sucre blanc et l'huile raffiné est estimé à 38,5 milliards de DA. Pour Tayeb Zitouni, l'auto-contrôle doit être un réflexe, chez tous les acteurs dans la filière sucre blanc, afin de réduire la charge des autorités compétentes.

Synthèse Agence.

INVESTISSEMENT

3 120 projets enregistrés au niveau de l'AAPI

L'investissement en Algérie est en plein essor. Le nombre de projets enregistrés au niveau de l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI) ne cesse de s'accroître. Entre novembre 2022 et le 31 juillet 2023, le nombre de projets enregistrés au niveau des guichets uniques décentralisés et du guichet unique des grands projets et des investissements étrangers a atteint un total de 3.120 projets, d'une valeur dépassant les 1.731 milliards de dinars. Selon les estimations du DG de l'AAPI, quelque 10 000 projets devraient être enregistrés d'ici début 2024 à la faveur de la loi relative au foncier économique.

Le bilan fait état de 3.054 projets (97,8%) d'investisseurs locaux, pour une valeur de 896 milliards de dinars, qui devraient créer plus de 70.000 emplois. Parmi ces projets locaux, il y a 17 investissements dans des "méga-projets", selon le même bilan.

L'Agence a enregistré 66 autres projets, dont 41 projets au titre du partenariat local-étranger et 25 projets étrangers directs, pour une valeur globale de plus de 834 milliards de dinars, devant générer près de 9 000 emplois.

Dans le détail, c'est la Turquie qui arrive en tête du classement avec 25 projets, suivi par la Chine avec 11 projets. Près de

100 sociétés étrangères ont également manifesté à l'Agence leur volonté d'investir en Algérie, dont de grandes sociétés internationales, a-t-il fait savoir.

L'industrie en tête du classement

Pour ce qui est des secteurs les plus attractifs, le secteur de l'Industrie vient en tête avec 1.595 projets, soit 51% du volume global des projets enregistrés auprès de l'Agence, pour une valeur de plus de 1.330 milliards de dinars, devant générer près de 50.000 emplois.

Le secteur du Bâtiment, des travaux publics et de l'hydraulique vient en deuxième posi-

tion avec un total de 462 projets, suivi des secteurs des Transports (455 projets), de l'Agriculture (198 projets), des Services (192 projets), du Tourisme (124) et de la Santé (94 projets).

Quant à la répartition des projets enregistrés, à travers les différentes régions, il a cité 1612 projets enregistrés dans le nord, devant créer plus de 48.000 postes emplois, 927 projets dans la région des Hauts Plateaux, devant générer plus de 22.500 emplois et 581 projets dans le sud, devant créer près de 9.000 emplois.

Par ailleurs, 600 projets d'investissement ont bénéficié d'une prolongation exceptionnelle

des délais de bénéfice des avantages au titre de la phase de réalisation, dans le cadre d'une approche exigeant de l'investisseur de justifier le retard accusé dans la concrétisation du projet, avant une visite sur le terrain de la commission spécialisée pour constater l'état d'avancement du projet, a fait savoir M. Rekkache.

Cette approche, où l'investisseur s'engage à achever son projet dans la limite de la période de prolongation accordée, a permis de concrétiser plusieurs projets, a dit le DG de l'AAPI.

Par S R.

UNE RÉUNION DE TRAVAIL A ÉTÉ TENUE HIER À ALGER
La participation de l'Algérie à «Expo Doha 2023» au menu

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Mohamed Abdelhafid Henni, a présidé ce dimanche à Alger, une réunion pour la préparation de la participation de l'Algérie à l'exposition horticole « Expo Doha 2023 », indique le ministère dans un communiqué.

En présence des cadres du ministère, du directeur général des forêts, des directeurs et des représentants des bureaux et instituts sous tutelle, et un représentant de la Chambre nationale d'agriculture, la même source a expliqué que cette rencontre s'inscrit dans le cadre des préparatifs en cours de la participation de l'Algérie à l'Exposition horticole de Doha 2023 prévu du 2 octobre 2023 au 28 mars 2024, sous le thème : « Sahara vert, environnement meilleur ».

Considéré comme un événement économique et politique important et scientifique, Expo Doha 2023 est la première exposition internationale d'horticulture à se tenir au Moyen-Orient, dont l'environnement est à prédominance climatique désertique. Plusieurs sujets seront débattus lors de cette exposition, notamment l'agriculture moderne, la technologie et l'innovation, la qualité environnementale et la durabilité environnementale.

L'exposition horticole Expo 2023, qui verra la participation de plus de 60 pays et de plusieurs organisations internationales et régionales, vise à réunir les pays du monde en un seul endroit pour examiner les idées et les solutions futures en plus d'échanger des expertises et des expériences. Ceci permettra de faire le point sur l'expérience algérienne dans le domaine agricole et forestier, notamment l'agriculture du désert, à travers l'introduction de toutes les variétés de plantes et d'arbres résistants à la sécheresse, ajoute le ministère.

Au final, lors de cette rencontre, les questions les plus importantes ont été passées en revue et abordées, et les recommandations de la force de travail ont été étudiées. Il est à noter que le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, M. Mohamed Abdelhafid Henni, avait reçu le délégué général de l'exposition horticole "Expo Doha 2023", Badr Ben Omar Al-Dafa, avec qui il a évoqué la participation de l'Algérie à cette manifestation.

Lors de cette rencontre, le ministre avait évoqué avec M. Badr Ben Omar Al-Dafa qui était accompagné du représentant de l'ambassadeur du Qatar en Algérie, "la participation de l'Algérie à l'exposition horticole "Expo Doha 2023", qui permettra de "faire connaître l'expérience algérienne en matière d'agriculture, notamment l'agriculture saharienne, et permettra aux pays du monde d'exposer des idées et des solutions d'avenir", selon le communiqué.

S R.

FISCALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Mise en place d'un système d'information

Une étape majeure vers la modernisation des pratiques fiscales en faveur de l'environnement vient d'être franchie par le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables. Un véritable tournant vers la numérisation a été amorcé avec la mise en place d'un Système d'Information pour la Fiscalité Environnementale (SIFE).

Par S R.

Ce projet est mis en œuvre par le Ministère Algérien de l'Environnement et des Énergies Renouvelables en partenariat avec la Coopération Allemande au Développement (GIZ). Cette initiative est actuellement testée dans les quatre wilayas pilotes du projet ambitieux «Amélioration de la mise en œuvre de la législation en matière de fiscalité environnementale (ALFEN), à savoir Blida, Tiaret, Laghouat et Ghardaïa». Au cœur de la stratégie nationale de digitalisation, ce système révolutionne la manière de gestion des données relatives à la fiscalité environnementale à travers les analyses de la charge polluante, le calcul et le recouvrement des taxes environnementales, précise «GIZ Algeria» dans un post sur sa page LinkedIn.

En effet, le SIFE assure un suivi pour les relevés et transactions liées aux quatre 4 taxes environnementales suivantes : la Taxe



sur les activités polluantes et dangereuses (TAPD), les deux taxes complémentaires sur les Eaux Usées Industrielles (TCEUI), la Pollution Atmosphérique Industrielle (TCPAI) et la Taxe d'Incitation au Dstockage des Déchets Industriels (TIDDI).

Selon la même source, l'objectif est clair. D'ici octobre 2023, le SIFE devra être déployé à travers tout le pays, donnant ainsi un nouvel élan à la gestion des taxes environnementales. Bien que ce défi soit de taille,

les avantages qu'offre ce système en termes d'efficacité, de centralisation des informations et de recouvrement rapide des taxes environnementales sont indéniables.

Néanmoins, ces taxes ont souvent été peu perçues en raison de multiples défis. Face à ces défis, le projet ALFEN s'est distingué en développant un système d'information.

Ce dernier établit des canaux numériques pour échanger des données entre les différents organismes impliquées dans la

fiscalité environnementale commençant de l'analyse de la charge polluante réalisée par l'Observatoire National de l'Environnement et du Développement Durable, jusqu'au calcul de l'assiette fiscale effectué par la Direction de l'Environnement de Wilaya et son transfert numérique aux Services des Impôts de la wilaya concernée pour le recouvrement.

«Cette interconnexion permettra un accès en temps réel aux informations nécessaires pour effectuer les calculs et les transmissions», précise la même source.

Les établissements classés, à travers leurs délégués de l'environnement, auront également un accès à la plateforme SIFE pour consulter les résultats d'analyses, les assiettes fiscales et aussi pour présenter des recours. Le Ministère de l'Environnement et des Énergies Renouvelables est déterminé à concrétiser cette révolution numérique en faveur d'une fiscalité environnementale plus efficace.

LE MINISTRE DE L'AGRICULTURE À TOUGGOURT ET EL-MEGHAIER
Plusieurs dossiers seront examinés

Le ministre de l'Agriculture et du Développement rural, Abdelhafid Henni effectuera, les lundi 21 et mardi 22 août, une visite de travail et d'inspection dans les wilayas de Tougourt et El-Meghaier.

Au cours de cette visite, le ministre examinera les dossiers de développement et de valorisation des filières dattes, olives et huiles d'olives, indique un communiqué du ministère.

Cette visite sera également une opportunité de faire le point

sur les programmes de raccordement des exploitations agricoles au réseau électrique.

L'Algérie dispose de près de 20 millions de palmiers plantés sur une superficie de 170.000 hectares à travers plusieurs wilayas du sud du pays, notam-

ment à Biskra qui compte à elle seule 4,5 millions de palmiers, El Oued, El Meghaier, Tougourt, Ghardaïa, El Meniaa, Adrar, Bechar et Timimoun, soit 17 wilayas productrices de dattes recensées en Algérie par les spécialistes.

PRIX DES CÉRÉALES

Repli des cours du blé et du maïs sur un marché calme

L'évolution des cotations des céréales françaises (blé, orge, maïs) entre le 16 et le 17 août 2023, expliquée par La Dépêche Le petit meunier. Les prix du blé tendre, de l'orge fourragère en sympathie et du maïs se sont repliés sur le marché physique français entre le 16 et le 17 août, dans le sillage des contrats blé et maïs sur Euro-next (toutes échéances confondues). Sur le CBOT, alors que les cours du blé ont également baissé (concurrence de l'origine russe), ceux du maïs ont progressé (crainte quant au potentiel de récolte, attaques russes sur les ports du Danube), et ce sur toutes les périodes. Et ce, dans un contexte de renforce-

ment du dollar face à l'euro, qui favorise les exportations états-uniennes sur un marché mondial actuellement peu demandeur. Par ailleurs, le dynamisme de la situation économique aux Etats-Unis a permis le rehaussement des rendements obligataires et présage d'une probable future hausse des taux directeurs par la FED.

Côté météo, en France, la vague d'intenses chaleurs se propage dans le sud du pays, avec le risque de dégradation des conditions de culture notamment en maïs. Idem dans la Corn Belt aux Etats-Unis, dans l'est de l'Ukraine et le sud de la Russie, avec de faibles précipitations et de fortes températures annoncées ces prochains

jours. Dans le nord des Etats-Unis, les pluies plus importantes pourraient pénaliser les récoltes de blé. Dans le nord de la France et en Allemagne, au contraire, les moissons devraient reprendre, après une période très humide qui a probablement dégradé la qualité des grains. Au Brésil, c'est le phénomène El Niño qui inquiète les agriculteurs sur la campagne 2023-2024. Les conditions sèches en Australie seraient néfastes au développement du blé. S'agissant des échanges mondiaux, l'Inde négocie avec la Russie pour importer du blé à prix réduit afin de booster les approvisionnements et ainsi limiter l'inflation alimentaire sur le marché inté-

rieur, et ce à la veille des élections nationales de l'année prochaine. Aux Etats-Unis, les ventes hebdomadaires se sont élevées à 359 500 t en blé et à 938 200 t en maïs, soit dans les attentes des opérateurs.

Monde, blé, bilan : production estimée à 784 Mt sur 2023-2024 en août (contre 784 Mt en juillet et 803 Mt sur 2022-2023) ; stock de report estimé à 261 Mt (contre 263 Mt et 282 Mt), selon le CIC ;

Monde, maïs, bilan : production estimée à 1 221 Mt sur 2023-2024 en août (contre 1 220 Mt en juillet et 1 160 Mt sur 2022-2023) ; stock de report estimé à 288 Mt (contre 282 Mt et 274 Mt), selon le CIC.

Agence

L'AUTORITÉ NATIONALE DE PROTECTION DES DONNÉES
À CARACTÈRE PERSONNEL EN ALGÉRIE (ANPDP)

Vers une nouvelle ère de démocratie numérique

Dans un monde où chaque clic, chaque partage et chaque inscription en ligne devient une trace numérique, l'Algérie prend une initiative audacieuse. Avec la mise en place de l'ANPDP, le pays s'affirme sur la scène internationale des données personnelles. Mais de quoi s'agit-il réellement et qu'est-ce que cela signifie pour le simple citoyen ? Plongeons ensemble dans cette nouvelle ère de la démocratie numérique algérienne. Jamais le sujet de la protection des données personnelles n'a été aussi important. Chaque seconde, des milliards d'informations circulent, se stockent et, trop souvent, se monnaient sur la grande toile numérique.

2^e partie et fin



À une époque où l'externalisation et le cloud computing sont la norme, des directives claires sur la manière dont les données des Algériens seront protégées lorsqu'elles traversent les frontières sont essentielles.

Se conformer à la loi en Algérie : Ce que les entreprises doivent savoir

La loi 18-07 entrera en application à partir du mois d'août 2023, elle nécessite que toutes les entités, qu'elles soient publiques ou privées, s'alignent sur ses directives pour assurer la protection des informations personnelles qu'elles traitent. L'article 75 stipule que les entreprises et organisations doivent entreprendre des actions concrètes pour garantir que leurs systèmes et procédures sont en adéquation avec les directives de cette loi.

Étapes clés pour la conformité :

Identification et Audit : Les entreprises doivent d'abord identifier toutes les données personnelles qu'elles traitent. Cela inclut, mais ne se limite pas aux noms, photos, données biométriques et génétiques. Un audit complet de toutes les données stockées et traitées est es-

sentiel pour comprendre le paysage actuel. Sensibilisation et Formation : Il est crucial d'éduquer tous les employés et parties prenantes sur les exigences de la loi 18-07. Cela garantit que chaque personne impliquée dans le traitement des données est consciente des responsabilités qui lui incombent. Mise en place de procédures : Les entreprises doivent établir des procédures claires pour le traitement des données. Cela inclut la manière dont les données sont collectées, stockées, utilisées et éliminées. Nomination d'un responsable : La désignation d'un responsable ou d'une équipe chargée de superviser la conformité à la loi est essentielle. Cette personne ou équipe sera le point de contact principal pour toutes les questions relatives à la protection des données. Utilisation des ressources en ligne : L'ANPDP a lancé son site web qui est une ressource précieuse pour les entreprises cherchant à se conformer à la loi. Le site contiendra des modalités, des formulaires et d'autres ressources essentielles pour aider les entreprises dans leur démarche de conformité. Feedback et amélioration continue : Comme avec toute réglementation, il est essentiel de revoir régulièrement les

procédures et de s'adapter à toute nouvelle directive ou interprétation de la loi. L'ANPDP joue un rôle clé dans la surveillance et la garantie de cette conformité, il est de la responsabilité de chaque entreprise et organisation de s'assurer qu'elle répond aux exigences de cette loi importante.

Conclusion

La mise en place de l'Autorité nationale de protection des données à caractère personnel (ANPDP) démontre l'ambition de l'Algérie de s'aligner sur les standards internationaux et de préparer le terrain pour les défis imminents de la protection des données. Toutefois, les bonnes intentions seules ne garantissent pas le succès. Une vigilance constante, une adaptation rapide et une réceptivité aux retours et critiques sont essentielles. La route est sinueuse : de la formation continue des membres de l'ANPDP à l'éducation des citoyens sur leurs droits, en passant par la gestion des données transfrontalières. Si l'on regarde à l'international, des pays comme les pays européens (RGPD), le Canada et la Corée du Sud sont des exemples probants de réussite en matière de protection des données.

Cependant, l'efficacité de l'ANPDP ne peut reposer uniquement sur une autorité. L'expérience de l'autorité de l'audiovisuel en Algérie nous montre les limites d'une approche réactive qui ne réagit qu'après coup, ce qui peut non seulement être insuffisant mais aussi contre-productif. Pour que l'ANPDP soit efficace, elle nécessitera une infrastructure solide, des ressources adéquates et une véritable autonomie. L'avenir de la démocratie numérique en Algérie dépendra de la capacité de cette Autorité à anticiper, évoluer et s'adapter. Si l'ANPDP parvient à instaurer une culture de prévention plutôt que de réaction, l'Algérie pourrait bien se positionner comme un modèle régional en matière de protection des données et de droits numériques.

1 <https://tinyurl.com/bdzf7ahe>
2 <https://anpdp.dz/fr/accueil/>
3 Loi 18-07. <https://anpdp.dz/wp-content/uploads/2023/01/2.1-Loi-N%C2%B018-07-2.pdf>
4 Le RGPD européen. <https://www.cnil.fr/fr/reglement-europeen-protection-donnees>
5 Le RGPD britannique. <https://ico.org.uk/for-organisations/uk-gdpr-guidance-and-resources/>

FESTIVAL DE L'ABEILLE ET DU MIEL À AHRİK (TIZI-OUZOU) Les produits de la ruche à l'honneur

Les produits de la ruche et leurs petites productrices, les abeilles, sont à l'honneur à la neuvième édition du Festival de l'abeille et du miel, ouverte jeudi au village Ahrik dans la commune de Bouzguene, à plus de 60 km au sud-est de Tizi-Ouzou. Une cinquantaine d'exposants animent cette nouvelle édition initiée par le comité de village Ahrik en collaboration avec l'Assemblée populaire de wilaya (APC) et l'Assemblée populaire communale de Bouzguene, et qui vise à faire la promotion des miels de la région d'Ahrik en particulier et ceux produits ailleurs, à Tizi-Ouzou ou dans d'autres wilayas, ont précisé les organisateurs. La protection de l'abeille, ce petit insecte allié des agriculteurs assurant la pollinisation des plantes et des arbres, est aussi mise en avant à l'occasion de cet événement annuel qui s'étalera sur trois jours (du 17 au 19 août). Les apiculteurs saisissent l'occasion de manifestations telle que ce festival pour tirer la sonnette d'alarme sur les effets "dévastateurs" des pesticides sur les abeilles, dont des maladies qui les affectent, tel que le Varroa (un acarien), a-t-on appris auprès des professionnels de la filière apicole. Différents miels (de forêt, de toutes-fleurs, d'agrumes, d'eucalyptus, d'euphorbe), pollen, propolis, gelée royale, notamment et autres produits cosmétiques et gastronomiques faits à base de produits de la ruche, sont présentés aux visiteurs, de même que des produits d'artisanat.

Le comité d'organisation prévoit une journée sportive pour le vendredi 18 août, dont un cross et des exhibitions sportives.

TIARET

Approvisionnement en électricité de dix communes

La ligne électrique de moyenne tension (30 kilovolts) sera mise en service à Frenda (Tiaret) début du mois de novembre afin d'améliorer le service au profit du client, a-t-on appris jeudi dernier du directeur de distribution de Tiaret de la Société d'électricité et du gaz (Sonelgaz), Mohamed Belarbi. Cette ligne, s'étendant sur 43,7 km, renforcera deux lignes actuelles qui assureront l'approvisionnement en électricité de dix communes relevant des daïras de Medroussa, Ain Kermès et Frenda, a expliqué M. Belarbi au wali de Tiaret Ali Bougara. Inscrit dans le cadre du programme d'investissement 2023 de Sonelgaz, doté d'une enveloppe de 1,265 million DA, porte aussi sur la réalisation de 7,2 km de basse tension et de cinq transformateurs de moyenne tension à basse tension. Ces investissements permettront d'augmenter les capacités de raccordement d'exploitations agricoles réparties à travers ces dix communes, en plus d'améliorer le fonctionnement du réseau d'énergie électrique destiné à la population, a indiqué le directeur de wilaya de Sonelgaz. Par ailleurs, le même responsable a annoncé le lancement prochain des travaux d'un transformateur de haute tension vers la moyenne (60/30 kilovolts) dans la commune de Medrissa limitrophe, d'une capacité de 80 mégavolts-ampères, devant couvrir les besoins de la région sud-ouest de la wilaya. Le wali a inspecté, lors de cette visite, les chantiers de réalisation de 420 logements de différentes formules dans trois sites de la ville de Frenda, les travaux d'aménagement du stade communal et de construction d'une école primaire à Kachkal, avant de tenir une rencontre avec les élus locaux.

ALGER

Ouverture prochaine de la partie nord du Parc des Grands vents "Dounia Parc"

La partie nord du Parc des Grands vents à Alger, un espace de divertissement et de loisirs très prisé par les visiteurs, sera bientôt ouverte et devrait contribuer à alléger la pression que connaît la Promenade des Sablettes, notamment les week-ends, a fait savoir le Directeur de l'Office des parcs, des sports et des loisirs d'Alger (OPLA), Ramdane Kerbadj.

Kerbadj a indiqué dans une déclaration à l'APS que le Parc des Grands vents "Dounia Parc" s'étend sur une superficie de 1059 hectares, précisant que la partie devant bientôt être ouverte au public couvre une superficie de 100 hectares et proposera divers services aux visiteurs qui pourront profiter des espaces de divertissement et d'autres services à des prix compétitifs.

Le Directeur de l'OPLA a fait état d'une étude en cours pour identifier les besoins de cet espace en termes de main d'œuvre (gardiennage et hygiène), évoquant, en outre, la conclusions de contrats avec plusieurs prestataires pour proposer aux visiteurs des services de restauration et de loisirs. Le parc comprendra en plus des pistes cyclables dédiées au "vélo partage", d'autres pistes pour les joggeurs, ainsi que des équipes

de musculation en plein air à l'image de ceux disponibles au niveau des Sablettes, et ce, au grand bonheur des amateurs de "bodybuilding", ajoute le même responsable, précisant que ce parc se démarque des autres parcs par les deux lacs artificiels qu'il abrite. Evoquant l'ouverture du parc de Oued Smar (ancienne décharge), M. Kerbadj a assuré que les travaux d'aménagement et d'équipement de cet espace qui se veut "un modèle réussi" de protection de l'environnement, vont bon train.

Les sites gérés par l'OPLA drainent plus de 400.000 visiteurs les week-ends

Cette période de l'été est marquée par une importante affluence des visiteurs, notamment sur les parcs et les forêts, a fait remarquer M. Kerbadj, affirmant que plus



de 400.000 visiteurs sont enregistrés les week-ends, surtout à la Promenade des Sablettes et Bourouba, le parc jouxtant Djamaâ El-Djazaïr et les forêts relevant de l'Office. Il a ajouté également que cette année a vu une grande affluence de la communauté algérienne à l'étranger, et ce, pour la qualité des services fournis et aux prix compétitifs proposés, affirmant que le champ est ouvert pour la

jeunesse créative (start-up) afin de réaliser les différentes activités dans ces sites, à l'instar de la création des pistes cyclables au profit des visiteurs des espaces ouverts. M. Kerbadj a relevé que l'OPLA assure la gestion de 22 sites, y compris les forêts de Ben Aknoun et Diar Elkaf (Bab El Oued) et à Ain Nâadja, en plus des stades de proximité au niveau des parcs.

MILA

Indemnisation des agriculteurs sinistrés par les chutes de grêles et incendies

Les services de la Caisse régionale de mutualité agricole (CRMA) à Mila ont entamé l'indemnisation de 25 producteurs de céréales et légumes secs dont les cultures ont été affectées par les chutes de grêles et les incendies de récoltes au cours de la saison 2022-2023, apprend-on samedi du directeur de cette caisse, Chérif Chorfi. Les services de la CRMA ont terminé dernièrement toutes les procédures de

traitement des dossiers des 25 agriculteurs sinistrés suite aux chutes de grêles et incendies enregistrés dans la wilaya de Mila, a-t-il déclaré à l'APS. La proportion des dégâts sur chaque parcelle cultivée de céréales et légumes secs déclarée a été déterminée par des experts agréés par la CRMA, a ajouté le même responsable qui a précisé que la caisse a commencé à convoquer les agriculteurs sinistrés pour leur remettre les chèques

d'indemnisation dont le montant total pour la saison en cours a atteint 3,5 millions DA. La superficie totale sinistrée au cours de la saison 2022-2023 a atteint 150 hectares dont 140 hectares appartenant à 20 agriculteurs ont été affectés par les chutes de grêles et 10 hectares appartenant à cinq cultivateurs qui ont subi des pertes à cause des incendies, a encore précisé le responsable de la CRMA.

FEUX DE FORÊT

Les opérations d'extinction se poursuivent au Centre et à l'Est du pays

Les services de la Protection civile ont affirmé, samedi, que les opérations d'extinction des feux de forêt qui se sont déclarés dans plusieurs wilayas du Centre et de l'Est du pays, se poursuivaient, indiquant que deux incendies avaient été éteints à Béjaïa et Khenchela. Le bilan général avancé par les services de la Protection civile, jusqu'à 18h (samedi),

fait état de la poursuite des efforts en vue de l'extinction des feux déclarés aux niveaux des forêts de Ouizrane dans la commune d'Ighil, Tala (Barbacha) et Tamdagh (Ouzellaguen) à Béjaïa, alors que l'incendie déclenché dans la forêt de Djoua dans la même wilaya a été complètement éteint. Les éléments de la protection civile poursuivent leurs ef-

forts dans l'objectif d'éteindre les incendies déclarés dans la forêt de Bouakba dans la commune d'Ouled Yahia Khedrouche (Jijel) ainsi que la forêt du Village Chekbou dans la commune de Djaafra (Bordj Bou Arreridj). Les efforts se poursuivent également pour l'extinction des incendies déclenchés dans les forêts du village d'Iguersa-fène et de Tagmoul dans la

commune d'Aït Mahmoud (Tizi Ouzou) en sus d'un autre incendie dans la forêt d'El-Ismaïlia-Sabt Ballot dans la commune de Baata (Médéa). Les pompiers ont réussi, par ailleurs, l'extinction complète des feux qui se sont déclarés dans la forêt de Tighanimet dans la commune de Lam-sara (Khenchela). L'opération de surveillance se poursuit.

L'hydrogène vert rebat les cartes de l'énergie mondiale avec l'Afrique du Nord en pointe

Produite par électrolyse à partir de l'énergie hydraulique, éolienne ou solaire, l'hydrogène vert constitue un énorme potentiel d'exportation pour le Maroc et l'Égypte notamment.

Sur la carte mondiale de l'hydrogène vert en 2050, l'Afrique du Nord est la première région exportatrice du monde et l'Europe la première zone importatrice. Une étude du cabinet Deloitte rebat les cartes de l'énergie et, potentiellement, de l'industrie du futur.

L'émersion de l'hydrogène vert, liée à celle des énergies renouvelables, « redessiner le paysage mondial de l'énergie et des ressources dès 2030, et pourrait à terme constituer un marché de 1 400 milliards de dollars [1 286 milliards d'euros] par an », affirme cette étude publiée au cœur de l'été.

En mai, le Conseil mondial de l'hydrogène, lobby créé à Davos en 2018 par les grands industriels du secteur, recensait avec le cabinet McKinsey, plus d'un millier de projets de production d'hydrogène vert annoncés dans le monde, nécessitant 320 milliards de dollars d'investissement, pour des mises en service prévues majoritairement avant 2030.

A l'horizon de 2050, selon Deloitte, les principaux exportateurs d'hydrogène vert devraient être « l'Afrique du Nord (110 milliards de dollars par an), l'Amérique du Nord (63 milliards de dollars), l'Australie (39 milliards de dollars) et le Moyen-Orient (20 milliards de dollars) ».

Remplacer les énergies fossiles

Pour réduire les émissions mondiales de gaz à effet de serre et respecter les engagements climatiques internationaux, la croissance des besoins en hydrogène vert est d'abord destinée à décarboner les industries de base fortement émettrices.



La pétrochimie, la sidérurgie, le ciment et les engrais sont concernés. Les transports lourds comme l'aviation ou le maritime sont aussi assoiffés d'hydrogène pour remplacer les énergies fossiles, ne pouvant dépendre comme l'automobile de batteries électriques.

La production d'hydrogène vert à partir de soleil ou de vent peut aussi servir à développer « de façon inclusive » l'industrie de pays émergents, espère le rapport. Par exemple, il pourrait permettre de développer la sidérurgie des pays du Sud.

Mais actuellement, 99 % de l'hydrogène

industriel mondial est « gris », issu du gaz méthane produit par les sites pétrochimiques, une opération qui libère énormément de gaz à effet de serre comme le CO₂ dans l'atmosphère, et participe au réchauffement de la planète.

Et moins de 1 % de l'hydrogène peut être qualifié de « vert », issu de l'électrolyse de l'eau qui sépare les atomes d'oxygène et d'hydrogène par un courant électrique.

Service partenaire

L'hydrogène vert du futur viendra donc de l'électrolyse de l'eau à partir d'électricité éolienne, solaire ou hydraulique. Certaines expériences en cours parient même sur une production directement en mer, à côté des éoliennes et d'eau de mer dessalée.

Une carte à jouer

C'est là que l'Afrique du Nord a une carte à jouer, souligne Sébastien Douguet, chef du conseil économique chez Deloitte, et co-auteur de l'étude basée sur des modélisations de données issues notamment de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

« Plusieurs pays du nord de l'Afrique comme le Maroc ou l'Égypte se saisissent de la question de l'hydrogène et des « stratégies hydrogène » y sont annoncées avec seulement quelques années de re-

tard par rapport à l'Union européenne et aux États-Unis », relève le chercheur. « Le Maroc a un très fort potentiel éolien souvent sous-estimé, et un grand potentiel solaire, et l'Égypte a les moyens de devenir le principal exportateur d'hydrogène vers l'Europe en 2050 grâce aux pipelines de gaz naturel déjà existants » qui seraient réaffectés à l'hydrogène, explique-t-il, interrogé par l'AFP.

« Dans notre étude, nous faisons l'hypothèse d'un arrêt des investissements en 2040 » dans la capture et le stockage du CO₂ émis lors de la production d'hydrogène à base du gaz méthane, la stratégie actuelle des pays pétroliers du Golfe, mais aussi des États-Unis, de la Norvège ou du Canada, ajoute M. Douguet. L'hydrogène produit ainsi n'a pas l'étiquette verte, mais « bleue ».

Plusieurs pays parient sur le transport par bateau de vecteurs intermédiaires comme le kérosène vert, le méthanol ou l'ammoniac, d'où l'hydrogène serait ensuite extrait à l'arrivée au port. Une stratégie déjà lancée au Japon et en Corée, importateurs, avec l'Australie, productrice d'ammoniac, selon M. Douguet. « Cette économie verte peut devenir rentable pour les clients finaux, à condition que les soutiens publics pour l'établissement des infrastructures soient sur la longue durée et que les politiques publiques soient coordonnées », prévient toutefois l'auteur de l'étude.

Le Monde avec AFP

Les défaillances d'entreprises toujours à un niveau record dans l'Union européenne

Par Paul Turban

C'est un nouveau signe, s'il en fallait, d'un contexte économique qui se dégrade en Europe. Les défaillances d'entreprises dans l'Union européenne ont de nouveau atteint un niveau record au deuxième trimestre 2023, rapporte ce jeudi Eurostat. Sur une nette tendance à la hausse depuis le premier trimestre 2022, les déclarations de faillite sont désormais plus élevées qu'au premier trimestre 2015, date de début de la collecte des données par le service statistique de la Commission européenne. Ainsi, entre mai et juin 2022, le nombre de défaillances d'entreprises a bondi de 8,4 % dans l'Union européenne et de 9 % dans la zone

euro, explique Eurostat. Dans le même temps, les immatriculations d'entreprises ont diminué de 0,6 % dans l'UE et ont augmenté de 1,1 % dans la zone euro. Au deuxième trimestre, tous les secteurs d'activité ont vu le nombre de faillites d'entreprises augmenter. Cela a été particulièrement le cas pour l'hébergement-restauration (+23,9 %), le transport-entreposage (+15,2 %) et le secteur éducation, santé et activités sociales (+10,1 %).

La crise énergétique, la hausse des taux d'intérêt et l'inflation, notamment sur les produits alimentaires, expliquent sans doute en partie ces difficultés sectorielles. Ce sont ces mêmes secteurs que l'on retrouve en tête du nombre de faillites si l'on compare le niveau actuel

avec celui d'avant la pandémie de Covid-19.

L'hébergement-restauration, largement soutenu au plus fort des restrictions sanitaires, a connu une hausse de 82,5 % des faillites entre le quatrième trimestre 2019 et le deuxième trimestre 2023, et le transport-entreposage, une hausse de 56,7 %. Seuls deux secteurs ont toujours un niveau de faillites inférieur à celui du quatrième trimestre 2019 : l'industrie (-11,9 %) et la construction (-2,7 %). Le nombre de faillites a en effet plongé en 2020 sous l'effet des aides étatiques généreuses.

Si l'on regarde les évolutions selon les pays, on observe un nombre de défaillances en forte hausse en Hongrie (+40,8 %, après +31,2 % au premier tri-

mestre), en Lettonie (+24,8 %, après -5,8 %) et en Estonie (+24,6 %, après +50,8 %). Les plus nettes baisses sont constatées à Chypre (-48,5 %, après +109,7 %), en Croatie (-23,6 %, après -34,3 %) et au Danemark (-15,9 %, après -10,6 %).

Sur le trimestre, la France a connu une hausse de 4,6 % des faillites d'entreprises. Une évolution qui devrait se confirmer puisque la Banque de France a annoncé jeudi la poursuite de la croissance du nombre de défaillances cumulé sur un an, à 49.863. Cela correspond à une hausse de 42,5 % par rapport à juillet 2022, mais reste sous le niveau pré-pandémique (-3,8 % par rapport à juillet 2019).

Source : Les Echos

LIBAN/AÉROPORT

La DGAC dément toute menace à la sécurité aérienne

La Direction générale de l'aviation civile (DGAC) a démenti dans un communiqué, vendredi, les informations reprises d'un rapport de pré-audit élaboré par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) concernant des normes de sécurité défaillantes à l'aéroport de Beyrouth. La DGAC a expliqué que la visite effectuée par une équipe conjointe de l'OACI et de l'AESA à l'aéroport, entre le 12 et le 16 juin 2023, fait partie d'une mission de soutien coordonnée dans le cadre du programme "No country Left Behind". Un programme proposé par l'OACI en collaboration avec d'autres organisations pour soutenir ses pays partenaires. La DGAC a précisé que le rapport de l'équipe conjointe a souligné "une pénurie de contrôleurs aériens à l'aéroport. Cela tout en expliquant que cette situation est devenue commune dans la plupart des aéroports mondiaux, à la suite de la pandémie de Covid-19 qui a entraîné une grave pénurie de personnel dans le secteur de l'aviation". La direction a également affirmé qu'elle se prépare, en coordination avec l'OACI, à lancer un programme de formation de nouveaux contrôleurs. Celui-ci, a-t-elle indiqué, permettra de progressivement pallier le manque d'effectifs consécutif au départ de contrôleurs à la retraite. En outre, elle a ajouté que les horaires de travail des contrôleurs aériens à l'aéroport Rafic Hariri de Beyrouth sont ajustés en fonction du volume de trafic aérien tout en veillant à maintenir les normes de sécurité de la navigation aérienne. La DGAC a également souligné son engagement en faveur d'une application des normes de sécurité "les plus élevées adoptées dans les aéroports internationaux conformément aux recommandations de l'OACI". Pour rappel, le site The National avait publié jeudi un article évoquant un rapport de pré-audit réalisé par l'Agence européenne de la sécurité aérienne (AESA) et l'Organisation de l'aviation civile internationale (OACI) mettant en lumière des mesures de sécurité inadéquates à l'aéroport international Rafic Hariri de Beyrouth. Le site avait indiqué que le rapport "met en évidence des insuffisances dans les services de navigation aérienne (ANS) qui doivent être traitées de toute urgence", et que "ces lacunes ont été repérées au niveau du contrôle du trafic aérien, des communications, de la navigation, de la surveillance et des services météorologiques".

TUNISIE

Les réserves en devises s'apprécient en une seule journée de 1256,1 millions de dinars

Selon le bulletin quotidien des indicateurs monétaires et financiers, paru vendredi 18 juillet 2023 sur le site de la Banque Centrale de Tunisie (BCT), les réserves en devises se sont appréciées en la seule journée d'hier 17 août courant de 1256,4 millions de dinars (MD) pour s'établir à 25164,7 MD.

Les réserves en devises du pays correspondent ainsi à 109 jours d'importation contre l'équivalent de 23908,6 MD soit 104 jours d'importation le 16 août courant et face à 23915,3 MD ou 116 jours d'importation à la date du 17/08/2023. Les réserves en devises en constate progression depuis une longue période sont largement boostées par la baisse remarquable du déficit commercial (-3495,2 à fin juillet), d'une part et par l'évolution sensible des transferts des TRE et des recettes du tou-

risme dont la valeur globale a culminé au 10 août courant à 9002,3 MD. Cette valeur cumulée de recettes extérieurs a permis de couvrir le service de la dette extérieure estimée à 6061,7 MD à hauteur de 148,5%. Le secteur extérieur tunisien a réalisé ces performances en dépit des défis posés par la conjoncture internationale liée notamment à la fluctuation des prix de l'énergie et des produits alimentaires de base. Faut-il signaler que le pays a pu tout de même abaisser le déficit commercial alimentaire à 496,1 MD durant

les sept premiers mois de l'année 2023 contre un déficit de 1203,3 MD enregistré une année auparavant. Également, le déficit du bilan de l'énergie primaire a diminué de 10% durant le 1er semestre de 2023, par rapport à la même période de 2022. D'après les sources de Tunisie Numérique, la progression notable des réserves en devises est grâce au décaissement du don saoudien de 100 millions de dollars. Cette progression va continuer la semaine prochaine avec le décaissement du crédit saoudien de 400 millions de dollars.

ELLE DEVRAIT CROÎTRE DE 10 % CETTE ANNÉE

L'Arabie saoudite est le plus grand marché de la finance islamique

L'industrie de la finance islamique devrait croître d'environ 10% cette année et l'année prochaine malgré un ralentissement de l'économie mondiale L'Arabie saoudite est le plus grand marché financier islamique au monde, avec des actifs dans tous les secteurs dépassant 826,7 milliards de dollars, a déclaré le gouverneur de la Banque centrale saoudienne.

Le royaume est également le plus grand émetteur mondial d'obligations islamiques conformes à la charia, et son secteur de l'assurance coopérative connaît la croissance la plus rapide au monde, atteignant près de 27% en 2022. En outre, le marché de la finance islamique s'est développé à un rythme soutenu, enregistrant une croissance annuelle moyenne de 9,6 % au cours des

trois dernières années. S&P Global Ratings prévoit que l'industrie de la finance islamique devrait connaître une croissance d'environ 10% cette année et la suivante, malgré un ralentissement de l'économie mondiale. Cette croissance sera principalement portée par les pays du Conseil de coopération du Golfe (CCG). Le secteur a continué de se développer en 2022, avec des actifs

EGYPTE

Signature d'un accord de coopération avec la Chine dans le secteur agricole

En Egypte, le secteur agricole est confronté à de nombreux défis dont la rareté des ressources en eau. L'exécutif multiplie les coopérations avec des partenaires étrangers pour améliorer la résilience de son système de production. En Egypte, le ministre de l'Agriculture et de la restauration des terres, El-Sayed El-Quseir (photo, à droite), et son homologue chinois Tang Renjian (photo, à gauche), ont signé un accord pour la mise en œuvre d'un programme de coopération agricole entre pour la période 2023-2025. L'information est rapportée par le

quotidien local AhramOnline. Ce nouveau partenariat porte principalement sur le développement de nouvelles variétés de cultures stratégiques plus tolérantes à la sécheresse, notamment le riz, le maïs ou encore le soja, en vue d'améliorer la résilience des agriculteurs face aux changements climatiques. D'après les données officielles, le pays des pharaons accuse un déficit hydrique évalué à 21 milliards de m3 par an. Ce plan comprend aussi le renforcement du dialogue et l'échange d'expertise sur l'innovation agricole dans les secteurs de l'irrigation, l'agriculture biologique et biodynamique ainsi

que la lutte contre les ravageurs et les maladies des plantes à l'aide de biopesticides respectueux de l'environnement. « En outre, il s'agira de collaborer dans le domaine de la production animale et de la mécanisation agricole, de la formation et du renforcement des capacités par l'intermédiaire d'un comité technique agricole conjoint ». L'Egypte est un importateur net de produits alimentaires. Le secteur agricole y contribue à hauteur de 11% au PIB et emploie environ 20% de la population active d'après les données de la Banque mondiale.

QATAR

Croissance de 8% du PIB au quatrième trimestre de 2022

Selon des données officielles publiées par le Qatar, le produit intérieur brut (PIB) du pays a augmenté au quatrième trimestre de 2022, de 8% sur une base annuelle, grâce au soutien des activités associées à l'organisation d'événements de la Coupe du monde. Selon les données du ministère qatari de la Planification du développement et des Statistiques, le produit intérieur brut à prix constants s'élevait à environ

179,99 milliards de riyals (49,5 milliards de dollars) au cours des trois mois se terminant en décembre dernier. Le PIB du Qatar a enregistré 166,68 milliards de riyals (45,8 milliards de dollars) au quatrième trimestre 2021. Sur une base trimestrielle, le produit intérieur brut a augmenté de 2,7 % au quatrième trimestre, contre environ 175,3 milliards de riyals (48,2 milliards de dollars) au troisième trimestre de 2022. Selon les données, l'économie pétro-

lière a augmenté de 4,8% en glissement annuel pour atteindre 64,18 milliards de riyals (17,6 milliards de dollars) au quatrième trimestre 2022. Par ailleurs, l'économie non pétrolière a augmenté de 9,9% sur une base annuelle pour atteindre 115,8 milliards de riyals (31,8 milliards de dollars), ce qui est attribué à l'accélération des préparatifs pour l'organisation de la Coupe du monde au cours des deux derniers mois de l'année. Le Qatar a abrité la Coupe du monde de football du 20 novembre au 18 décembre, qui s'est conclue par la victoire de l'Argentine. Le Qatar a accueilli plus de 1,4 million de supporters, soit l'équivalent de la moitié de la population du pays, appartenant à différentes nationalités, même ceux dont les équipes n'ont pas participé à la Coupe du monde de football, ce qui a eu un impact positif sur l'économie qatarie.

NIGER

Quelles répercussions économiques suite au coup d'État militaire ?

Suite au putsch du 26 juillet, le Niger est entré dans une phase d'incertitudes. Sous perfusion des aides internationales, il se voit désormais infliger toute une série de sanctions. Sans retour rapide à l'ordre constitutionnel, à quels impacts le Niger doit-il s'attendre ? Quelles sont les réactions de ses partenaires extérieurs ? Les intérêts français sont-ils menacés ? Décryptage.

Avec 590 d'euros de PIB par habitant en 2021 selon la Banque mondiale, le Niger reste l'un des pays les plus pauvres du monde. Cependant, le pays des Touaregs enregistrait un taux de croissance proche de 12 % en 2022 et bénéficiait de la confiance des bailleurs multilatéraux. Mais depuis mercredi, la situation a basculé et l'instabilité politique qui traverse le pays pourrait avoir de lourdes répercussions sur son économie. Dès l'annonce du coup d'État, les Nations unies ont décidé de suspendre toutes les opérations humanitaires menées au Niger, alors que le nombre de personnes nécessitant une assistance serait passé de 1,9 million en 2017, à 4,3 millions en 2023, selon le Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA) de l'ONU.

Le 28 juillet, l'Union européenne (UE) qui a alloué 503 millions d'euros à l'amélioration de la gouvernance, de l'éducation, mais aussi de la croissance durable pour la période 2021-2024, décidait d'interrompre son appui budgétaire, indiquant par ailleurs que « toutes les actions de coopération dans le domaine sécuritaire sont suspendues sine die avec effet immédiat ». La France qui a engagé 120 millions d'euros l'an dernier au Niger a également suspendu son aide au développement et tout

appui budgétaire, jusqu'au « retour sans délai à l'ordre constitutionnel nigérien, autour du président Bazoum », indique le ministère français des Affaires étrangères dans un communiqué daté du 28 juillet. Le 29 juillet, les États-Unis, par la voix du Secrétaire d'État Anthony Blinken, ont apporté leur « indéfectible soutien » au président Mohamed Bazoum, soulignant que le coup d'État mettait en péril « des centaines de millions de dollars d'aide » américaine. Quelque 223 millions de dollars devraient être investis par les Américains dans l'éducation, la santé et la sécurité alimentaire au Niger, en 2023.

Les institutions africaines multiplient les sanctions

Sur le continent, les putschistes sont confrontés à une levée de boucliers des institutions, à commencer par l'Union africaine (UA) qui a fermement condamné le coup d'État perpétré par le général Tchiani, fixant un ultimatum de 15 jours aux putschistes, pour rétablir l'ordre constitutionnel.

Réunie en Sommet extraordinaire le 30 juillet, la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) va plus loin. Elle a acté l'arrêt de toutes trans-

actions commerciales et financières avec le Niger et le gel des avoirs des putschistes, imposant un ultimatum d'une semaine au Conseil national pour la sauvegarde de la patrie (CNSP) pour un retour à l'ordre constitutionnel, tout en brandissant la menace d'un « recours à la force ».

Un peu plus tôt dans la journée, les chefs d'État de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) décidaient de fermer les frontières du Niger avec les pays de la zone monétaire, de suspendre toutes transactions financières et commerciales avec le pays, de geler ses avoirs à la Banque centrale des États d'Afrique de l'Ouest (BCEAO) et de procéder à des sanctions ciblées contre les putschistes et leurs familles.

« Les sanctions feront très mal à notre pays », a déclaré Ouhoumoudou Mahamadou, Premier ministre nigérien (dont le gouvernement a été renversé mercredi dernier), à nos confrères de France 24, le 30 juillet. « Je connais la fragilité du Niger (...) C'est un pays qui ne pourra pas résister à ce genre de sanctions. Sur le plan économique, ça va être une catastrophe, sur le plan social, ça va être une catastrophe ». Se couper des partenaires extérieurs reviendrait à se « faire Harakiri », a-t-il ajouté.

ETHIOPIE

Safaricom lance son service d'argent mobile M-Pesa

Le marché du mobile money éthiopien est dominé par le service Telebirr de l'opérateur historique Ethio Telecom. Lancée en mai 2021, la plateforme comptait 34,3 millions d'abonnés au 30 juin dernier.

L'opérateur de télécommunications Safaricom Ethiopia a annoncé, mercredi 16 août, avoir lancé les activités commerciales de son service de mobile money M-Pesa en Ethiopie. La plateforme permet notamment aux abonnés de la société de téléphonie mobile d'envoyer de l'argent à l'intérieur du pays et recevoir de l'argent de l'intérieur du pays et de l'étranger, payer les commerçants, acheter du temps d'antenne, effectuer des transactions bancaires, etc.

Le lancement de M-Pesa en Ethiopie intervient trois mois après que Safaricom Ethiopia a obtenu la licence d'émetteur d'instruments de paiement de la Banque nationale d'Ethiopie (NBE) pour 150 millions USD. La société a aussitôt lancé un projet pilote afin de préparer le lancement commercial. Elle a ensuite procédé au recrutement, à la formation, et l'intégration des agents M-Pesa. Des partenariats clés ont également été conclus avec des banques de la place.

Avec le lancement de M-Pesa, Safaricom rejoint le segment des services financiers mobiles du marché télécoms éthiopien, jusque-là monopolisé par l'opérateur historique Ethio Telecom avec son service Telebirr. Lancée en mai 2021, la plateforme comptait, au 30 juin 2023, 34,3 millions d'utilisateurs.

Rappelons que M-Pesa représente un enjeu stratégique pour Safaricom dans le cadre du développement de ses activités sur le marché télécoms éthiopien. La société veut réitérer en Ethiopie le succès de sa société mère Safaricom au Kenya, avec le lancement de M-Pesa en 2007. Le service financier mobile est devenu, au fil des années, le principal moteur de la croissance de la société. Au cours de l'année financière 2022, M-Pesa a pesé pour 38,3 % dans le revenu des services estimé à 281,1 milliards de shillings kényans (environ 1,95 milliard USD au taux actuel).

« M-Pesa est connu pour changer la donne en matière d'inclusion financière et fournit des services à plus de 51 millions de clients dans sept pays d'Afrique, grâce à une plateforme sûre et sécurisée pour les transactions. Nous continuerons à élargir les services que nos clients reçoivent à partir de la plateforme M-PESA, ce qui améliorera la qualité de vie de nos clients. M-PESA contribuera à accélérer l'inclusion numérique et à promouvoir l'innovation, comme le prévoit la stratégie de paiement numérique 2025 », a déclaré Stanley Njoroge, directeur général par intérim de Safaricom Ethiopia.

TOGO

Des avancées dans la mise en œuvre des réformes au premier semestre 2023

Au Togo, les réformes entreprises dans les départements ministériels et les institutions de l'État ont enregistré un taux de réalisation physique de 47 % pour une exécution financière de 28 % au premier semestre 2023, a indiqué Affo Tchitchi Dédji, le Secrétaire permanent chargé du suivi des politiques de réformes et des programmes financiers, lors d'un atelier à Lomé. La rencontre avait pour objectif de dresser un bilan de la mise en œuvre des réformes. Elle visait également à engager des discussions, à identifier les contraintes et à proposer des

solutions pour accélérer leur mise en œuvre. Les différentes présentations ont mis en évidence les principales réalisations opérationnelles des réformes au sein des ministères et des institutions de l'État au premier semestre 2023. La gestion axée sur les résultats a également été évoquée. Sur ce plan, le pays est à son troisième exercice. Selon les officiels, des actions complémentaires se poursuivent avec le soutien des Partenaires Techniques et Financiers. Le Secrétaire permanent a ainsi assuré que le suivi régulier des réformes serait maintenu et amélioré pour obtenir

des résultats optimaux d'ici à la fin de l'année 2023.

Les travaux ont été ouverts par Akou Mawussé Afidenyigba, directrice de cabinet du ministre de l'Économie et des Finances. « Ces réformes touchent notamment le système de gestion des finances publiques, les secteurs de l'agriculture, de la santé, de l'éducation, du numérique, du foncier, de l'environnement, de la décentralisation, de l'emploi, et du social avec un accent particulier sur le développement du secteur privé.

BLUE BONDS

L'Américain DFC apporte une garantie de 500 millions \$ au Gabon

La Société de financement du développement international des États-Unis (DFC) a annoncé le 15 août dernier avoir fourni une garantie de 500 millions de dollars (plus de 313 milliards de FCFA à la valeur du dollar actuelle) contre les risques liés à l'émission d'une obligation pour la conservation marine au Gabon (Gabon Blue Bond), apprend-on dans un communiqué de la société américaine cité par le Nouveau Gabon.

« L'assurance contre les risques politiques de la DFC a apporté un soutien essentiel à

cette transaction historique, a aidé à mobiliser des capitaux auprès d'investisseurs institutionnels et a catalysé des investissements supplémentaires dans les efforts de conservation marine du Gabon », a déclaré le président-directeur général de la DFC, Scott Nathan (photo). D'après DFC, l'obligation bleue du Gabon devrait générer un financement de 163 millions de dollars (plus de 102 milliards de FCFA) pour de nouveaux efforts de conservation marine au cours des 15 prochaines années, et faire progresser les objectifs de conservation cri-

tiques, protéger les espèces menacées et soutenir « l'économie bleue » durable du pays. Cette opération de levée des fonds du Gabon est menée conjointement avec l'ONG The Nature Conservancy (TNC) et Bank of America et va permettre de racheter une partie de la dette du Gabon, apprend-on.

Pour le Gabon, « c'est historique ! L'aboutissement d'un long travail et le début d'une vraie révolution. Cet accord permet de réduire notre dette, mieux conserver l'environ-

nement et créer plus d'emplois pour les Gabonais(es) dans ce secteur d'avenir. Il ouvre la voie à d'autres accords du même type en Afrique. Nous pouvons en être fiers ! », s'est réjoui le président de la République Ali Bongo

Une Obligation bleue ou Blue Bonds est un outil financier pour lever des fonds auprès d'investisseurs afin de financer des projets marins et océaniques aux retombées positives pour l'environnement, l'économie et le climat. Ce concept s'inspire de celui des obligations vertes, qui est mieux connu.

LESTÉ PAR LES CRAINTES SUR LA CHINE ET LA HAUSSE DES TAUX

Le CAC 40 perd 2,4% sur la semaine

L'indice parisien a terminé en baisse de 0,38% ce vendredi enchaînant une quatrième séance de repli. Le marché a passé une rude semaine, marquée par des indicateurs chinois décevants et une hausse des rendements obligataires déclenchée par des "minutes" de la Fed au ton étonnamment restrictives.

La Bourse de Paris a mis un point final à une dure semaine. Le CAC 40 a terminé la séance de ce vendredi en repli, certes assez modeste, de 0,38% à 7164,11 points, mais qui porte sa baisse hebdomadaire à 2,4%. Les mauvaises nouvelles se sont accumulées au cours de la semaine. Le marché été dès lundi pénalisé par la crainte sur les finances en grandes difficultés du promoteur immobilier chinois Country Garden Holdings, qui a suspendu les négociations sur plusieurs de ses obligations, même si les experts s'accordent à penser que les risques de contagion demeurent pour l'heure limités. Jeudi soir, Evergrande, autre promoteur immobilier du pays, s'est rapelé au mauvais souvenir des investisseurs en se déclarant en faillite aux Etats-Unis, pour protéger ses actifs américains des créanciers avant une restructuration financière. Puis ce sont des indicateurs d'activité économique (production industrielle, ventes de détail, prêts aux ménages) chinois décevants qui ont grippé le marché. A ces craintes sur la conjoncture de la deuxième économie mondiale s'est superposée, depuis mercredi soir, la hausse des rendements obligataires. Le taux à 10 ans du bon du

Trésor américain a notamment renoué avec des niveaux inédits depuis 2007. Même si une légère accalmie s'est observée ce vendredi. Cette hausse des rendements (et donc une baisse de la valeur des obligations, qui évoluent en sens inverse des taux) a été causée par les "minutes", c'est-à-dire le compte-rendu, de la dernière réunion de politique monétaire de la Réserve fédérale américaine (Fed). Ce document a montré que les membres de la banque centrale américaine se sont inquiétés des risques sur l'inflation, n'excluant pas de durcir davantage la politique monétaire.

La "tempête parfaite"

"Les marchés sont frappés par la tempête parfaite : hausse des taux d'intérêt, détérioration des données économiques en Chine, manque de liquidités pendant l'été et grève des acheteurs", résume Barclays. La hausse des rendements obligataires va accroître l'attention que le marché accordera au symposium de Jackson Hole, sorte de grand raout de banquiers centraux, que la Fed organisera à la fin de la semaine prochaine, avec une prise de parole de son président, Jerome

Powell. "La hausse continue des rendements des bons du Trésor à long terme, qui ont atteint leur niveau le plus élevé depuis avant la crise financière, alors que les attentes d'une réaccélération économique se sont accrues, crée un contexte difficile avant le discours du président de la Fed, Jerome Powell, à Jackson Hole la semaine prochaine", souligne ainsi Capital Economics.

Le luxe dans le dur durant la semaine

"Tous les regards seront tournés vers la façon dont les responsables de la Fed, y compris le président Powell vendredi, réagiront à la vigueur de l'économie et aux risques d'inflation avant la réunion du 20 septembre", abondent les analystes de Deutsche Bank. Du côté des valeurs, le luxe, secteur avec des valorisation élevées et sensibles à la macroéco-

nomie, doit composer avec à la fois les craintes sur la Chine et la remontée des taux d'intérêt, qui pèse sur les valeurs de croissance. Ce vendredi, LVMH a perdu 1%, L'Oréal 1,1%, Kering 1,1% également et Hermès 0,7%. Sur l'ensemble de la semaine, LVMH a abandonné plus de 5%, Kering plus de 4,7%, L'Oréal plus de 3,4% et Hermès plus de 3,2%. Spie (-1,7% ce vendredi) a annoncé une nouvelle acquisition ciblée en rachetant l'allemand BridgingIT. Sur les autres marchés, l'euro perd 0,02% face au dollar ce vendredi à 1,0873 dollar tandis que les contrats pétroliers grignotent du terrain. Le contrat d'octobre sur le Brent de mer du Nord prend 0,2% à 84,27 dollars le baril tandis que celui de septembre sur le WTI coté à New York avance de 0,4% à 80,66 dollars le baril.

APRÈS DES DÉBUTS EN FANFARE À WALL STREET

Le constructeur d'autos électriques vietnamien VINFAST a plongé

Le titre a chuté de 34% jeudi sur le Nasdaq, revenant sous les 20 dollars. L'action du constructeur vietnamien de véhicules électriques VinFast a fortement chuté jeudi, deux jours seulement après une introduction sur les chapeaux de roue au Nasdaq. VinFast, premier constructeur automobile créé au Vietnam, espère se faire une place aux Etats-Unis en proposant des modèles moins chers que son célèbre rival Tesla et un système de location mensuelle de la batterie, censé faire baisser la facture pour le client. Lancée mardi à 22 dollars, l'action avait fini la journée à plus de 37 dollars, valorisant ainsi l'entreprise à quelque 85 milliards de dollars (environ 78 milliards d'euros), comparé à 48 milliards pour Ford et 46 milliards pour GM. À la clôture du Nasdaq jeudi,

l'action de Vinfast, qui fait partie du conglomerat Vingroup s'élevait à 19,80 dollars, soit une baisse de près de 34 %. Cette chute ramène la valeur boursière de VinFast à environ 46 milliards de dollars, soit un peu plus que celle de General Motors (45 milliards de dollars), mais moins que celle de Ford (47 milliards de dollars). Pour être coté aux Etats-Unis, VinFast a fusionné avec une SPAC (Special Purpose Acquisition Company), la Black Spade Acquisition du magnat hongkongais des casinos, Lawrence Ho. D'autres startups de véhicules électriques introduits sur le marché boursier américain via une SPAC, comme les Américains Nikola et Lucid, ont vu leur valorisation chuter ensuite. Et le titre est susceptible de fortes variations puisque

seule une toute petite partie du capital est sur le marché. VinFast appartient à quelque 99% à son président, le milliardaire Pham Nhat Vuong. L'homme le plus riche du Vietnam avec son conglomerat Vingroup avait commencé ses affaires en vendant des nouilles instantanées dans l'ex-URSS. Il a lancé VinFast en 2017, créant de toutes pièces en deux ans une usine dernier cri à Haiphong (Nord du Vietnam). Reste qu'en 2022 VinFast affichait une perte de 2,1 milliards de dollars. Le constructeur a posé les fondations d'une usine de voitures et de batteries en Caroline du Nord, d'où devraient sortir à partir de 2025 150.000 véhicules par an. Son coût: 2 milliards de dollars. Selon Vinfast, plus de 10.000 clients américains ont déjà passé commande.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN

Cours du : 17 Août 2023					
Valeur : 21 Août 2023					
BASE	DEVICES			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		136.1950	136.2100
1	EUR	EURO		148.1257	148.1965
1	GBP	POUND STERLING		173.3864	173.4496
100	JPY	JAPANESE YEN		93.0802	93.0968
1	CNY	CHINESE YUAN		18.6344	18.6382
1	CHF	SWISS FRANC		154.7670	154.8545
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		100.6913	100.7321
1	DKK	DANISH KRONE		19.8813	19.8864
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.4680	12.4752
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.8493	12.8544
1	AED	UAE DIRHAM		37.0790	37.0851
1	SAR	SAUDI RIYAL		36.3129	36.3285
1	KWD	KUWAITI DINAR		442.0480	442.5276
1	TND	TUNISIAN DINAR		43.6884	44.1275
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.7913	13.7929
1	LYD	LIBYAN DINAR		28.2164	28.3611
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.6049	3.6053
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		181.3775	181.3775

La Réserve fédérale américaine (Fed) en a probablement terminé avec les hausses de taux d'intérêt, selon une large majorité d'économistes interrogés par Reuters, et beaucoup d'entre eux estiment désormais que la banque centrale attendra au moins la fin mars 2024 avant de baisser le coût du crédit. Alors que la première économie mondiale fait preuve d'une résistante étonnante, avec un taux de chômage au plus bas depuis plus de cinq décennies, la probabilité médiane d'une récession dans l'année à venir est tombée à 40%, passant sous le seuil de 50% pour la première fois depuis septembre 2022. Sur les 110 économistes interrogés par Reuters entre le 14 et le 18 août, 99 d'entre eux ont estimé que la Fed maintiendrait la fourchette des fonds fédéraux entre 5,25% et 5,50% lors de sa prochaine réunion de septembre. Ils sont 80% à s'atten-

La FED en a fini avec les hausses de taux, pour une majorité d'économistes

dre à ce qu'aucune hausse de taux n'intervienne d'ici la fin de l'année. Cela contraste avec les délibérations des responsables de la Fed qui restent déterminés, selon le compte rendu de leur réunion de juillet, à lutter contre l'inflation. Après avoir annoncé un relèvement de 25 points de base le mois dernier, le président de la banque centrale Jerome Powell a gardé ses options ouvertes quant à une pause ou un nouveau relèvement en septembre. "Le président Powell a dit que la décision résulterait des données à venir sur la crois-

sance et l'inflation, qui, selon nous, montreront suffisamment de signes de modération pour dissuader de nouvelles hausses de taux ", estime Sal Guatieri, économiste chez BMO Capital Markets. "Néanmoins, un abaissement de la fourchette actuelle de 5-25%-5,50% est peu probable avant juin 2024 étant donné la lenteur attendue du retour de l'inflation vers l'objectif". Les nombreux signes de résistance de l'économie américaine ont alimenté ces derniers jours les anticipations de taux élevés sur une période prolongée, ce qui a

fait grimper les rendements des obligations souveraines. Parmi les économistes interrogés, 23 d'entre eux estiment que les taux seront relevés encore une fois et deux parient même sur deux hausses pour porter la fourchette des fonds fédéraux entre 5,75% et 6,00%. Les économistes peinent à s'accorder sur le calendrier de la première baisse des taux. Sur 95 économistes ayant des prévisions jusqu'à mi-2024, 48 estiment que la Fed attendra d'ici au moins la fin mars pour procéder à une réduction de la fourchette des fonds fédéraux. Ils sont 45 à penser que la première baisse des taux interviendra au premier trimestre. Les deux économistes restants pensent pour leur part qu'un abaissement sera opéré au quatrième trimestre de cette année.

IMMOBILIER

Country Garden, l'autre géant chinois qui suscite des craintes de faillite

Le promoteur immobilier Country Garden, autrefois réputé pour sa stabilité financière et maintenant fortement endetté, suscite des craintes de faillite aux conséquences majeures pour le système financier chinois, deux ans à peine après les déboires de son concurrent Evergrande. Pékin a récemment dévoilé des mesures pour relancer le secteur crucial de l'immobilier en mettant notamment en place un soutien au crédit et en réduisant les formalités administratives.

Country Garden est en grande difficulté après avoir annoncé la semaine dernière être incapable de rembourser deux échéances d'emprunt. Le premier promoteur immobilier privé en Chine estimait sa dette fin 2022 à quelque 150 milliards d'euros. Mais pour l'agence Bloomberg, elle pourrait atteindre 176 milliards d'euros.

Quatre fois plus de projets que son concurrent Evergrande

En tant que plus grand promoteur privé en Chine en termes de ventes l'année dernière, Country Garden est incontournable dans les villes de petite taille, qui représentent environ 60 % de ses projets. Ce sont précisément les zones où les prix immobiliers ont le plus chuté et où la clientèle a un pouvoir d'achat limité. Fin 2022, Country Garden avait plus de 3.000 chantiers en cours, dont une trentaine à l'étranger, principalement en Australie, en Indonésie et aux États-Unis. L'arrêt des chantiers suscite l'instabilité

sociale en Chine, car les propriétaires paient souvent avant que les biens ne soient construits. Avec quatre fois plus de projets que son concurrent Evergrande, dont l'arrêt des chantiers avait entraîné des manifestations et des grèves de paiements l'année dernière, la dette de Country Garden a été estimée fin 2022 à environ 1.152 milliards de yuans (150 milliards d'euros). Selon Bloomberg, cette dette serait encore plus élevée, atteignant environ 1.400 milliards de yuans (176 milliards d'euros). Bien qu'il disposait d'une trésorerie de 147,5 milliards de yuans (18,5 milliards d'euros actuels) à cette époque, Country Garden n'a pas pu honorer deux paiements d'intérêts sur des emprunts la semaine dernière. De plus, des échéances supplémentaires sont attendues en septembre.

La fragilité du secteur immobilier en Chine impacte toute l'économie

La pression s'accroît avec 31 milliards

de yuans (3,9 milliards d'euros) d'obligations qui arriveront à échéance en 2024, selon l'agence de notation Moody's. Cette situation s'ajoute à la fragilité du secteur immobilier en Chine, déjà mise à mal par la crise sanitaire et le ralentissement économique. La méfiance des acheteurs potentiels aggrave la situation financière des promoteurs, y compris les groupes publics. Les déboires des géants de l'immobilier, Country Garden et Evergrande, renforcent cette fragilité. Les prix de l'immobilier ont chuté en juillet à leur rythme le plus rapide en un an, selon des chiffres officiels. La crise affecte même les conglomérats financiers tels que Zhongzhi, qui gère plus de 1.000 milliards de yuans (125,6 milliards d'euros) d'actifs et est confronté à des difficultés pour rembourser les bénéficiaires. Un défaut de paiement de Zhongzhi pourrait mettre en lumière des risques cachés dans le système financier chinois... et son effondrement !

CANADA

Les évacuations continuent en Colombie-Britannique, ravagée par les incendies

Les incendies de forêt en Colombie-Britannique, province de l'ouest du Canada, ont redoublé d'intensité samedi, conduisant à l'évacuation de milliers de personnes par les autorités, qui ont proclamé l'état d'urgence. Des incendies incontrôlables ont détruit de nombreuses propriétés et conduit à la fermeture de portions de l'autoroute qui relie la côte du Paci-

fique et le reste de l'ouest du Canada. "La situation actuelle est sombre", a déclaré samedi à la presse le Premier ministre Daniel Eby, selon qui quelque 35.000 personnes faisaient l'objet d'un ordre d'évacuation et 30.000 autres avaient reçus une alerte en ce sens. Les autorités ont dit être à la recherche d'hébergements pour les personnes évacuées. L'incendie est centré autour de Ke-

lowna, ville de 150.000 habitants située à environ 300 kilomètres à l'est de Vancouver. Les incendies de forêt ne sont pas rares au Canada, mais ils sont d'une ampleur inédite cette année, selon les autorités. Environ 140.000 kilomètres carrés, soit la taille de l'État de New York, sont partis en fumée et le gouvernement pense que la saison des incendies pourrait durer jusqu'à l'automne.

CHINE

Les exportations de germanium en juillet augmentent avant les restrictions

Les exportations chinoises de germanium en juillet ont plus que doublé par rapport à juin pour atteindre leur niveau le plus élevé en six mois, selon les données douanières de dimanche, les acheteurs étrangers s'étant empressés de s'approvisionner avant les restrictions à l'exportation qui sont entrées en vigueur le 1er août. La Chine, premier producteur mondial de germanium avec plus de 60% de l'offre mondiale, a expédié à l'étranger 8,63 tonnes métriques de produits en germanium corroyé le mois dernier, contre 3,29 tonnes en juin et 41% de plus que l'année précédente, selon les données de l'Administration géné-

rale des douanes. En juillet, la Chine a annoncé des restrictions sur l'exportation de huit produits à base de gallium et de six produits à base de germanium, qui sont utilisés pour fabriquer des semi-conducteurs, à compter du 1er août, en invoquant des raisons de sécurité nationale. La Chine a exporté 36,45 tonnes de produits en germanium corroyé au cours des sept premiers mois de 2023, soit une hausse de 66% en glissement annuel, selon les données. Le germanium est un matériau clé pour les câbles à fibres optiques et est également utilisé dans les puces informatiques à

grande vitesse et les plastiques, ainsi que pour les radiations infrarouges. Les exportations chinoises de gallium ont augmenté pour atteindre 5,15 tonnes contre 1,6 tonne en juin, bien que le volume de juillet ait été inférieur de 41% à celui du même mois en 2022. Les exportations de gallium de janvier à juillet ont baissé de 51 % sur l'année pour atteindre 22,72 tonnes, selon les données. Les restrictions à l'exportation ont alimenté les craintes d'un resserrement temporaire de l'offre sur les marchés extérieurs à la Chine après le mois d'août, et ont entraîné une vague de constitution de stocks avant l'entrée en vigueur des règles.

Le climat responsable des incendies meurtriers en Europe

Grèce, Espagne, Portugal, Italie... Depuis mi-juillet, l'Europe est sujette à des incendies géants impactant l'économie touristique et mettant en danger les populations. L'anticyclone présent depuis ces derniers jours au sud de l'Europe n'améliore pas cette situation. Environ 26.000 personnes ont été contraintes de quitter leur domicile à Tenerife en raison de l'avancée d'un incendie de forêt gigantesque qui continue de se propager dans cette île touristique de l'archipel espagnol des Canaries, d'après un bilan établi samedi par les services de secours. Des vents violents et des températures supérieures aux prévisions ont favorisé la propagation du feu durant la nuit de vendredi à samedi, depuis son déclenchement mardi soir dans une région montagneuse du nord-est de l'île. Les autorités estiment qu'il s'agit de l'incendie « le plus complexe » des quarante dernières années pour l'archipel des Canaries. Les services de secours ont mentionné sur les réseaux sociaux que des évaluations préliminaires suggèrent que plus de 26 000 personnes ont été évacuées.

5.000 hectares touchés

Les autorités avaient annoncé la veille au soir environ 4.500 évacuations, mais samedi matin, cinq nouvelles municipalités ont dû être évacuées dans la zone touchée par l'incendie. Manuel Miranda, un responsable local des services d'urgence, a déclaré : « Le feu et les conditions météorologiques ont évolué, et nous avons dû évacuer cinq municipalités dans le nord de Tenerife », soulignant « le danger et la proximité du feu ». Jusqu'à présent, l'incendie a touché onze municipalités sur l'île de Ténérife, la plus grande des Canaries. D'après les chiffres de vendredi soir, il a dévoré 5.000 hectares, soit près de 2,5 % de la superficie totale de Tenerife, qui s'étend sur 203.400 hectares au total. Fernando Clavijo, le président du gouvernement régional des Canaries a déclaré à la presse que les conditions météorologiques de la nuit précédente avaient été « extrêmement extrêmes ». Bien que l'île ait connu des incendies plus vastes en termes de surface brûlée, notamment en 2007, les conditions météorologiques et la topographie de celui-ci ont conduit M. Clavijo à affirmer que l'archipel faisait face à son incendie "le plus complexe" depuis quarante ans.

Des nuages de fumée

Le responsable des services forestiers, Pedro Martínez, a déclaré aux journalistes que le périmètre du brasier avait « très probablement considérablement augmenté » pendant la nuit et qu'il progressait régulièrement dans la région de Santa Ursula (nord-est). Il a décrit l'incendie comme « un feu de forêt de sixième génération », faisant référence à sa taille. Il a ajouté que « l'incendie dépasse notre capacité à le maîtriser, peut-être pas dans tous les secteurs, mais dans une grande partie d'entre eux », soulignant que les pompiers étaient confrontés à des difficultés sur le terrain en raison du vent et de la forte fumée. Le Premier ministre espagnol, Pedro Sanchez, attendu à Tenerife lundi, et le ministre de l'Intérieur, Fernando Grande-Marlaska, présent sur place samedi, ont assuré que toutes les ressources de l'État étaient mobilisées pour maîtriser "cette urgence très grave". Tenerife est la plus grande des sept îles composant l'archipel espagnol des Canaries, situé au large des côtes ouest de l'Afrique. L'incendie a produit un important nuage de fumée s'élevant à huit kilomètres de hauteur, visible sur les images satellites, qui a dépassé le sommet du Teide, le volcan dominant l'île et point culminant de l'Espagne. Ce sinistre survient entre deux vagues de chaleur sur l'île, qui présente de nombreuses zones asséchées, augmentant ainsi le risque d'incendie. Selon les experts, les phénomènes météorologiques extrêmes se sont intensifiés en raison du réchauffement climatique. Les canicules risquent d'être plus fréquentes, plus intenses et d'avoir un impact plus étendu. En 2022, plus de 300 000 hectares ont été ravagés par plus de 500 incendies en Espagne, un record en Europe, selon le Système européen d'Information sur les Feux de Forêt (EFFIS). En 2023, près de 76 000 hectares ont déjà brûlé dans le pays, qui est en première ligne face au réchauffement climatique.

FUTURE PEUGEOT 208 III

Un choix radical !

La future Peugeot 208 restylée opérera un choix radical en termes de motorisation, mais tout le monde y trouvera son compte. Découvrez nos dernières informations sur la troisième génération de la populaire Lionne.



Peugeot vient de restyler sa fameuse 208, star des citadines dont la Renault Clio V, également relookée, brigue la place au sommet du marché tricolore.

Ainsi, Peugeot a décidé que l'actuelle 208 vivra jusqu'en 2030 et l'arrêt des voitures thermiques par la marque.

Bien entendu, elle ne tiendra pas 7 ans avec la récente mise à jour et devrait, d'ici 3,5 ans subir une mise à jour majeure qui lui permettra de tenir quelques années de plus.

En effet, Stellantis, comme d'autres constructeurs, sont inquiets concernant le niveau des ventes de voitures électriques à moyen terme. Le marché de l'occasion des VE pourrait même s'effondrer par manque de demande !

Cependant, Peugeot prépare actuellement une remplaçante à la 208, qui sera une voiture 100% électrique. Il s'agit là d'un choix bien radical de celui de Renault, qui compte préserver la Clio thermique aussi longtemps que possible.

Comme nous l'apprenons de sources proches du constructeur, celui-ci n'a pas

l'intention de retirer la Peugeot 208 à propulsion classique du marché. Ce modèle vivra jusqu'en 2030, au côté de la nouvelle 208 entièrement électrique. Finalement, Peugeot fait le choix que Renault a fait avec ses Mégane, faisant vire la nouvelle Mégane E-Tech au côté de la vieillissante Mégane 4 classique.

Peugeot 208 iii : gros lifting en vu

La grosse mise à jour que subira la Peugeot 208 est destinée à aider à maintenir la compétitivité. Cependant, il n'y aura pas de changements significatifs au niveau du châssis ou de la structure de la carrosserie.

Tout cela dans le but de produire ce modèle populaire le moins cher possible jusqu'au moment où toute l'entreprise passera aux motorisations 100% électriques. Cela arrivera en 2030, selon les annonces actuelles.

La principale source de propulsion sera le nouveau moteur 1.2 litre équipé d'une chaîne de distribution. Sous le capot, on ne trouvera cependant pas de moteur

diesel, qui sera retiré de l'offre des voitures particulières. La 208 classique sera fabriquée au Maroc et également exportée hors d'Europe.

En parallèle de cette 208 classique, le nouveau modèle 100% électrique de la 208 sera produit à partir de 2026. Il s'en différenciera par la nouvelle plateforme STLA Small qui fera sa grande première pour l'occasion.

Produite en Espagne, elle est destinée à répondre aux besoins des clients européens dans le domaine des voitures électriques. Pour l'instant, on sait peu de choses sur les projets du constructeur.

Il y aura certainement des capacités de batterie différentes (entre 37 et 82 kWh), selon les besoins des clients, ainsi que des niveaux de puissance différents. Nous devrions voir ainsi arriver des motorisations de 95 et 136 ch.

Le modèle bénéficiera peut-être également d'une déclinaison un peu plus dynamique. Celle-ci pourrait s'équiper du moteur de 156 ch de sa grande sœur la e-308.

CATL annonce une batterie de 400 km pour 10 mn de charge

CATL est le leader des batteries de voitures électriques au rang mondial, mais doit faire face à la concurrence de BYD qui gagne des parts de marché. En fin d'année, une batterie capable de gagner 400 kilomètres en 10 minutes sera commercialisée. S'agit-il de celle qui équipera la future Tesla Model 3 ?

La batterie automobile de demain permet bel et bien de ne s'arrêter que 10 minutes sur une borne de recharge pour récupérer suffisamment d'autonomie pour un voyage ou une journée entière. En Chine, la concurrence entre BYD et CATL s'envenime et la course aux innovations devrait grandement profiter au marché.

Contemporary Amperex Technology Ltd (CATL) lancera d'ici la fin de l'année sa nouvelle technologie de batterie, toujours basée sur du lithium-fer-phosphate (LFP) plutôt que du lithium-ion. Elle promet d'augmenter l'efficacité des charges et de la batterie pour une autonomie de 400 kilomètres gagnés pour 10 minutes de charge.

Le leader de la fourniture de batterie est aussi connu pour avoir Tesla parmi ses clients, qui avait quitté ses batteries en cobalt et en nickel sur Model 3 en 2020. Difficile en revanche de savoir si la nouvelle batterie équipera la nouvelle version restylée de la Model 3, qui doit arriver avec un nouveau module de 66 kWh dans les mois prochains. Une nouvelle version de la Model Y est aussi prévue pour l'année prochaine avec un modèle de 72 kWh. Elle pourrait aussi équiper BMW, NIO et Hyundai qui font aussi de ses clients.

La nouvelle batterie est appelée Shenxing et la première fois que CATL l'avait mentionné ne remonte qu'au mois de juin dernier. Un porte-parole de la division au sein de la marque chinoise a dit que les premiers modèles équipés ne sortiront qu'au premier trimestre 2024, la même année que sa batterie de 1000 kilomètres d'autonomie baptisée Qilin. Celle-ci serait probablement la batterie sur laquelle la marque chinoise Zeekr se repose pour annoncer coiffer Tesla avec l'autonomie de son modèle 001.

« Nous espérons que grâce à des efforts continus pour améliorer la technologie et réduire les coûts, Shenxing deviendra un produit standard disponible pour chaque véhicule électrique », déclarait-il. Lors d'une conférence, CATL annonçait qu'en charge complète, l'autonomie de la nouvelle batterie atteindrait 700 kilomètres.

Plutôt 350 kilomètres en WLTP

Les 400 kilomètres annoncés se basent sur la norme CLTC, et non la norme WLTP en vigueur en Europe. Contrairement à la mesure ETA aux États-Unis, la mesure CLTC en Chine est plus optimiste sur les autonomies des batteries électriques que nos mesures en Europe. Il faudrait donc plutôt espérer pouvoir regagner 350 kilomètres d'autonomie en 10 minutes avec la nouvelle batterie de CATL.

Mais un autre avantage viendrait se greffer à la nouvelle batterie de CATL : selon ses dires, elle sera plus résistante pour pouvoir recharger à une puissance élevée y compris à des températures négatives. Lors de la conférence, CATL a ainsi indiqué qu'il ne faudrait que 30 minutes pour récupérer 80 % de la charge sous - 10°C. Par rapport à une batterie lithium-ion conventionnelle sur le marché, la recharge serait même 50 % supérieure en efficacité sous - 20°C, rapportait en juin Reuters, en s'appuyant sur les dires de Wu Kai, scientifique en chef de CATL.

Source : Reuters

ASTON MARTIN DB12 VOLANTE (2023)

Un nouveau cabriolet ultra-désirable

Trois mois après le coupé, Aston Martin présente la version cabriolet de sa GT, la très séduisante DB12 Volante.

S'il y a bien quelque chose qu'Aston Martin fait à la perfection, c'est de fabriquer des cabriolets élégants. Il est peu de dire que la nouvelle DB12 Volante témoigne de cette réputation. Arrivant trois mois après le coupé, elle apporte le plaisir des cheveux au vent. Destinée aux passionnés qui apprécient la conduite en plein air, cette Aston Martin DB12 Volante conserve le toit rétractable en tissu caractéristique de ses prédécesseurs. Notamment, le cabriolet affiche des proportions encore plus captivantes que le coupé lorsque le toit est rangé sous le couvercle rigide. Il expose les

beaux matériaux de l'habitacle et mettant davantage l'accent sur l'arrière terriblement bien dessiné. Le toit à commande électrique prend 14 secondes pour s'ouvrir. Il lui faut ensuite 16 secondes pour se fermer à des vitesses allant jusqu'à 50 km/h. Par ailleurs, Aston Martin affirme que le toit a été « acoustiquement amélioré », avec 8 couches d'isolation. Ce toit est noir de série mais peut être choisi en option en rouge, bleu et « noir et argent ». Cela permet de créer de nombreuses combinaisons avec les teintes extérieures et les garnitures de sièges. Dans l'habitacle, les sièges peuvent recevoir des placages en bois ou en carbone. Ils sont similaires à ceux que l'on trouve sur les contreportes. Enfin, le point d'orgue est l'infodivertissement de

nouvelle génération d'Aston Martin qui a été développé en interne et apporte toutes les dernières fonctionnalités de connectivité. Le système est intégré au nouvel écran tactile Pure Black de 10,25 pouces et est connecté aux systèmes audio Bowers & Wilkins disponibles avec 11 haut-parleurs (390 Watt) de série, ou en option avec 15 haut-parleurs (1 170 Watt).

Un cabriolet qui va vite, et bien

A l'instar du coupé, le cabriolet est exclusivement équipé d'un moteur V8 biturbo de 4,0 litres d'origine AMG, délivrant 680 ch et 800 Nm.

La Aston Martin DB12 Volante passe ainsi les 100 km/h depuis l'arrêt en 3,7 secondes

avant d'atteindre la vitesse maximale de 325 km/h. La structure en aluminium de la DB12 Volante est une version améliorée de celle utilisée par la DB11.

Les renforts structurels entraînent une augmentation de 5 % de la rigidité en torsion. Les nouveaux amortisseurs adaptatifs bénéficient d'une configuration spécifique au cabriolet, comme pour les ressorts arrière.

Derrière les jantes en alliage forgé de 21 pouces chaussées de pneus Michelin Pilot Sport 5 sur mesure, on retrouve des disques en fonte de 400 mm à l'avant et 360 mm à l'arrière. Ceux-ci peuvent être éventuellement échangés avec des freins en carbone-céramique qui réduisent de 27 kg la masse non suspendue.

APPLE VISION PRO

Un élément clé de la fiche technique a été divulgué

Apple n'a pas encore tout dit sur le Vision Pro. Deux mois après l'annonce, un développeur a pu mettre la main sur un élément charnière de la fiche technique.

Fidèle à ses habitudes, Apple n'a pas révélé l'intégralité de la fiche technique du Vision Pro, son casque de réalité mixte, lors de la présentation à la WWDC 2023. Le géant de Cupertino a esquissé le hardware de l'ordinateur spatial dans les grandes lignes, en se focalisant sur les écrans et leurs fonctionnalités. Apple a simplement confirmé la présence d'une puce M2 et garanti deux heures d'autonomie grâce à la batterie. Dans les semaines ayant suivi l'annonce, le SDK (kit de développement) de VisionOS, le système d'exploitation du casque, a révélé une partie des omissions d'Apple. Nous avons notamment appris que le Vision Pro disposera d'une fonctionnalité de « Recherche visuelle » similaire à celle de l'iPhone, dispose d'une limite



de vitesse, d'un mode voyage et d'un pointeur. Plus récemment, nos confrères d'iPhoneSoft ont levé le voile

sur un point clé de la fiche technique de la machine : la quantité de stockage interne. Le média spécialisé affirme

avoir conversé avec un développeur qui a pu tester le Vision Pro et certaines applications. La source s'est vraisemblablement inscrite aux labos de test du casque. Apple organise en effet des ateliers dédiés, où il est possible de tester l'accessoire, à Cupertino, Londres, Munich, Shanghai, Singapour et Tokyo. En se rendant dans l'application réglages de l'engin, le développeur, resté anonyme, a découvert que le Vision Pro embarque 1 To de stockage interne. Un autre casque, accessible au développeur, était aussi équipé d'un 1 To. Ce n'est pas surprenant pour une innovation qui se présente comme une alternative futuriste au traditionnel ordinateur. À titre de comparaison, Apple propose entre 256 Go et 8 To sur ses MacBook.

Malgré l'intelligence artificielle Bing ferait du surplace face à Google

Les habitudes ont la vie dure. Les internautes qui se servent de Google n'ont pas été attirés par les flonflons de l'intelligence artificielle générative de Bing : en fait, la part de marché du moteur de recherche de Microsoft n'aurait pas bougé d'un poil... Microsoft espérait que l'influx massif d'IA générative dans Bing en début d'année allait faire enfin bouger les choses dans le secteur de la recherche en ligne, un marché largement dominé par Google. Et l'éditeur s'est réjoui des résultats, qualifiant même le « nouveau Bing » de succès. Mais est-ce réellement le cas ?

L'aiguille ne bouge pas

Selon deux sociétés d'analyses, c'est le statu-quo qui prévaut. En juillet, StatCounter a mesuré une part de marché de 3 % pour Bing, tandis que Similarweb indi-

quait que Bing représentait environ 1 % des visiteurs mensuels de Google. Dans les deux cas, l'aiguille n'a pas bougé par rapport à janvier, un mois avant le lancement de ce nouveau Bing. Les coups de sonde de StatCounter et de Similarweb affichaient alors des relevés identiques pour le moteur de recherche de Microsoft... Le bilan est plutôt décourageant pour l'entreprise, mais Microsoft conteste ces mesures provenant de tierces parties. Selon l'éditeur de Windows, ces dernières ne relèvent pas le nombre d'internautes qui se rendent directement sur la page web du bot (ces sociétés assurent pourtant du contraire). Selon Yusuf Mehdi, le patron du marketing de Microsoft, les statistiques internes montrent que Bing gagne du terrain sur Google : « Nous avons fait plus de progrès ces six derniers mois que durant la précédente décennie », affirme-t-il, sans révéler de chiffres.

Lors de la présentation de ces nouveautés, en février, le groupe expliquait que chiper un point de pourcentage au leader toujours largement incontesté de la recherche en ligne lui permettrait de générer 2 milliards de dollars de revenus supplémentaires. Ce petit pourcent semble encore aujourd'hui inatteignable. Il y a (avait ?) pourtant de l'espoir, en mars Microsoft annonçait que Bing avait franchi le seuil des 100 millions d'utilisateurs actifs quotidiens. Satya Nadella, le CEO de Microsoft, voulait faire « danser » Google avec ce chatbot, et il y est parvenu en partie puisque Google a dû accélérer l'intégration d'IA générative dans ses résultats de recherche, sans oublier Bard. Les deux entreprises sont lancées dans une course folle à l'intelligence artificielle, Microsoft voulant en mettre partout, aussi bien dans Windows que dans sa suite bureautique.

Microsoft donnera un coup de frais à la gamme Surface en septembre

Microsoft dévoilera de nouveaux produits au mois de septembre, durant un événement spécial qui se tiendra à New York. Nul doute qu'il s'agira de rafraîchir le catalogue d'ordinateurs Surface, mais il y aura peut-être des nouveautés inattendues ! C'est devenu un rendez-vous quasi rituel, Microsoft organise depuis plusieurs années un événement spécial autour de sa gamme Surface durant l'automne, en septembre ou en octobre. Cette année, ce « special event » aura lieu le 21 septembre à New York, et pour l'occasion le constructeur devrait lever le voile sur plusieurs nouveautés. On pourrait ainsi avoir droit au Laptop Studio 2, un ordinateur portable haut de gamme dont l'écran se dépose sur le clavier pour en faire une sorte de tablette graphique. La première génération avait été présentée en 2021, il est donc temps de lui secouer les entrailles : puces Core de 13e génération (contre des modèles 11e génération sur le modèle actuel), carte graphique RTX 4060 en lieu et place de la RTX 3050 pour la version la plus puissante, et 64 Go de RAM maximum, d'après la rumeur. Quant au design, il ne devrait guère évoluer. Le portable milieu de gamme Laptop Go aurait droit à une 3e génération. Enfin, la tablette Go passerait la 4e avec une nouvelle version plus musclée — mais toujours avec une puce Intel (en l'occurrence de 12e génération) alors que la rumeur annonçait précédemment la possibilité d'un moteur ARM. Microsoft pourrait aussi profiter de l'occasion pour lancer de nouveaux périphériques griffés aux couleurs de la Surface, le constructeur ayant abandonné la gamme « Microsoft » de souris, claviers et webcams au mois d'avril. Des périphériques au très bon rapport qualité/prix : retrouvera-t-on l'équivalent chez Surface ?

Une recharge filaire vraiment plus rapide pour les iPhone 15

L'iPhone n'est pas le smartphone le plus rapide à recharger. La position pruden- te d'Apple dans ce domaine s'explique par la volonté de ne pas brusquer la batterie, une petite chose fragile qui n'apprécie pas les trop grosses montées en charge. Cela pourrait cependant évoluer avec l'iPhone 15. L'équilibre est délicat à trouver : d'un côté, les utilisateurs ne veulent pas attendre des heures pour faire le plein de leurs smartphones. Mais de l'autre, les constructeurs cherchent à ménager les batteries qui n'ap-

précient pas spécialement les charges trop rapides. Chez Apple, ce juste milieu est de 20 W pour l'iPhone 14, et de 27 W pour l'iPhone 14 Pro. Un Pro Max demande deux heures de recharge pour remplumer complètement sa batterie.

Plus que le Galaxy S23, moins que le Galaxy S23 Ultra

Apple aurait cependant la volonté de réduire le temps nécessaire pour recharger une batterie à 100 %. Selon les sources de 9to5Mac,

certaines modèles d'iPhone 15 (probablement la gamme Pro) pourraient pousser jusqu'à 35 W. Pas de quoi égaler le Galaxy S23 Ultra et sa recharge filaire jusqu'à 45 W, ce qui lui permet de faire le plein en moins d'une heure. Par contre, ce sera mieux que le Galaxy S23 et ses 25 W. Cette recharge accélérée passerait évidemment par le port USB-C qui devrait remplacer le port Lightning. Il n'est cependant pas impossible qu'Apple exige l'utilisation de câbles certifiés Made for iPhone (MFi) pour atteindre cette vitesse de recharge. Ce qui si-

gnifie qu'il faudra acheter de nouveaux câbles MFi si on veut bénéficier de cette charge encore plus rapide... Si tous les iPhone 15 intégreront un port USB-C, en revanche Apple pourrait avoir dans l'idée de privilégier les deux modèles Pro avec un débit plus élevé pour le transfert des données. La rumeur parle d'un débit Thunderbolt/USB 4, soit 40 Gb/s, tandis que les iPhone 15 et 15 Plus se contenteraient d'une vitesse digne de l'USB 2.0 (qui est aussi celle du Lightning), autrement dit 480 Mb/s.

[illegible]

La New Development Bank lève 79 millions \$

Les fonds levés grâce à l'émission arrangée par Standard Bank Group et Absa Group serviront à financer des projets d'infrastructure et de développement durable en Afrique du Sud. La New Development Bank (NDB), une banque de développement fondée par les pays membres du groupe des BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud), a annoncé, dans un communiqué avoir levé 1,5 milliard de rands (environ 79 millions USD) lors de sa première émission d'obligations sur le marché sud-africain. Le carnet de commandes des obligations d'une maturité de 3 et 5 ans a atteint plus de 2,5 milliards de rands, ce qui a incité la banque à augmenter la taille initiale de l'émission. 71% des obligations ont été acquises par des investisseurs institutionnels et 29% par des banques locales.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 21 Août 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>

AÉROPORTS D'ALGER ET D'ORAN

Une tentative de trafic illicite de plus de 245.000 euros déjouée

Les services de la police aux frontières (PAF) ont déjoué, la fin de la semaine passée, une tentative de transfert illicite de devises d'un montant de 245.700 euros au niveau de l'Aéroport International d'Alger Houari-Boumediene, et de l'Aéroport International Ahmed-Ben Bella d'Oran, a indiqué dimanche, un communiqué de la Direction Générale de la Sûreté Nationale (DGSN). Dans le cadre de la lutte contre la criminalité liée à l'infraction à la réglementation et à la législation relatives aux changes et aux mouvements des capitaux de et vers l'étranger, les services de la PAF ont réussi, lors d'une première opération opérée au niveau de l'Aéroport international Houari-Boumediene, à "saisir un montant de 104.200 euros, soigneusement dissimulé dans un avion qui s'apprêtait à quitter le territoire national en direction d'Istanbul". Dans une autre opération traitée par la PAF de l'Aéroport International Ahmed-Ben Bella, "un montant de 141.500 euros a été saisi, caché dans les bagages d'un voyageur qui s'apprêtait à quitter le territoire national en direction d'Istanbul", selon la même source.

R.E.

ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

Trois morts et 301 blessés durant les dernières 24h

Trois (3) personnes ont trouvé la mort et 301 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation enregistrés ces dernières 24 heures dans plusieurs wilayas du pays, indique dimanche un bilan de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré à Khenchela où trois personnes sont décédées et une autre blessée suite à une collision entre deux véhicules, survenue sur la RN 88, commune d'Ain Touila, note la même source. Par ailleurs, deux personnes sont mortes par noyade au niveau des plans d'eaux à Jijel et Tamanrasset. Concernant la lutte contre les incendies de forêt et de récolte, les équipes de la Protection civile sont intervenues pour l'extinction de 25 incendies du couvert végétal à travers plusieurs wilayas du territoire national, selon le même bilan qui précise que l'opération d'extinction de quatre incendies de forêt se poursuit, dont 3 à Bejaia, au niveau d'Ait Rezine, Berbacha et Ouzlaguène, où les secours ont procédé à l'évacuation par précaution, de 10 familles.

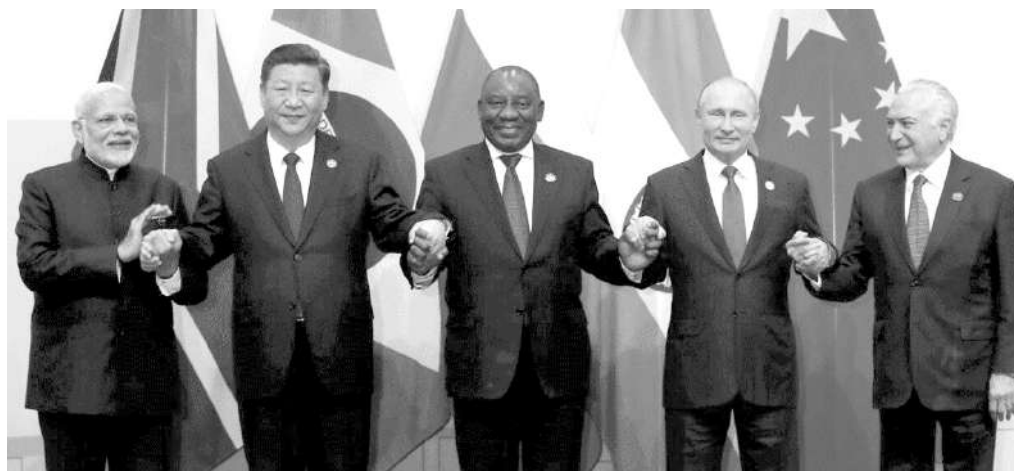
AFRIQUE DU SUD

Un sommet des Brics pour peser sur la scène mondiale

Les dirigeants des Brics Se réunissent demain mardi en Afrique du Sud pour discuter des moyens pour le groupe disparate de cinq pays, qui produit un quart de la richesse mondiale, d'étendre son influence sur la scène politique et économique mondiale.

Les dirigeants des cinq économies émergentes du bloc (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud), qui réfléchit à accueillir de nouveaux membres, sont attendus à 12H00 GMT dans un centre de conférences de Johannesburg, où le sommet se tient jusqu'à jeudi. Le président sud-africain Cyril Ramaphosa accueille les chefs d'Etat du Brésil, Luiz Inacio Lula da Silva, et de Chine, Xi Jinping. L'Inde sera représentée par son Premier ministre, Narendra Modi, et la Russie par son ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov.

Après des mois de spéculations, le président russe Vladimir Poutine, sous le coup d'un mandat d'arrêt de la Cour pénale internationale (CPI) pour crime de guerre en Ukraine, participera finalement au sommet par visioconférence. Représentant un groupe de pays disséminés géographiquement et dotés d'économies à la croissance inégale, les Brics ont pour front commun leur scepticisme vis-à-vis d'un ordre mondial qu'ils considèrent comme servant les intérêts des pays riches et



notamment des Etats-Unis. "Le système traditionnel de gouvernance mondiale est devenu dysfonctionnel, déficient et inopérant", a déclaré vendredi à la presse l'ambassadeur de Chine à Pretoria, Chen Xiaodong, assurant que "les Brics deviennent une force de plus en plus solide". "Ils sont à la recherche d'espaces multilatéraux qui ne soient pas automatiquement dominés par les puissances occidentales", explique à l'AFP Cobus Van Staden, chercheur sud-africain spécialiste des relations Chine-Afrique.

Un bloc élargi ?

Peu d'informations ont été divulguées sur le programme du sommet. Mais selon Anil Sooklal, ambassadeur itinérant de l'Afrique du Sud pour l'Asie et les Brics, interrogé par l'AFP, "l'expansion est un élément majeur de l'ordre du jour". Pretoria a affirmé le mois dernier qu'une quarantaine de

pays ont demandé leur adhésion ou manifesté leur intérêt pour rejoindre le groupe. La Chine cherche à étendre son influence vis-à-vis des États-Unis. La Russie, sous le coup de sanctions depuis son invasion en Ukraine, a besoin d'alliés diplomatiques. Pretoria, qui refuse depuis le début du conflit de condamner la Russie, est déjà un allié de poids en Afrique, devenue un nouvel enjeu diplomatique sur la scène mondiale. Moscou et Pékin se disputent l'influence sur le continent dans un contexte de divisions attisées par le conflit ukrainien. Ce sommet, dont le thème est "les Brics et l'Afrique", intervient à un moment où "le système multilatéral actuel est mis à rude épreuve", souligne Steven Gruzd de l'Institut sud-africain des affaires internationales (SAIIA). Pour autant, les Brics "ne sont pas en mesure d'imposer une nouvelle forme de multilatéra-

lisme" à ce stade, "le pouvoir est toujours entre les mains des pays occidentaux", estime le spécialiste. Et "tout élargissement des Brics compliquera la situation géopolitique", met en garde M. Van Staden, chaque nouvel entrant apportant "son lot de problèmes, de relations régionales ou avec les États-Unis". Une manifestation antirusse à l'appel de l'ONG Amnesty international et d'une association ukrainienne locale est prévue mardi matin à Johannesburg. Les organisateurs enjoignent les dirigeants au sommet d'"exiger des autorités russes la fin de l'agression contre l'Ukraine". Au total, une cinquantaine de chefs d'Etat "amis des Brics" sont attendus, "démontrant l'influence et le poids de l'Afrique de Sud", a souligné samedi Cyril Ramaphosa. Le dernier sommet avait été organisé virtuellement l'an dernier par la Chine.

Agence

ZONE EURO

L'inflation confirmée à 5,3% sur un an en juillet

L'inflation dans la zone euro a ralenti en juillet à 5,3% sur un an, après 5,5% le mois précédent, a confirmé vendredi Eurostat, dont les données montrent également une modération des tensions sous-jacentes. Par rapport au mois de juin, l'indice des prix à la consommation calculé aux normes européennes a légèrement reculé de 0,1%. L'inflation sous-jacente, qui exclut les prix plus volatils de l'énergie et des produits alimentaires non-transformés,

s'affiche à 6,6% sur un an en juillet, contre 6,8% un mois plus tôt. Une mesure plus étroite encore de l'évolution des prix qui exclut également l'alcool et les produits du tabac, s'est en revanche maintenue à 5,5% par rapport à juillet 2022, contre 5,5% en juin, précise Eurostat. Ces indices restent toujours bien au-dessus de l'objectif d'inflation de 2% que s'est fixé la Banque centrale européenne (BCE).

R.I.

ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

Recrutement de près de 10000 titulaires de doctorat et de magistère

Près de 10000 enseignants universitaires et chercheurs, maîtres assistants B (MAB) ont été recrutés au titre de l'année en cours. Une première en son genre dans l'histoire de l'enseignement supérieur en Algérie. « Ce recrutement permet de combler le vide laissé par les départs à la retraite, mais aussi d'absorber la masse des docteurs non-salariés », commente, ce dimanche, dans un reportage de la Chaîne III de la Radio Algérienne, le Pr Dajmel Akreche, recteur de l'Université des Sciences et des Technologies Houari Boumediène (USTHB). Plus de 1409 hospitalo-universitaires seront également recrutés. « Nous devons créer des solutions pour maintenir notre élite médicale en Algérie », souligne le Pr Rachid Belhadj, président du Syndicat des Chercheurs hospitalo-universitaires.